

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 27 SEPTEMBRE 1977 - N° 517

Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76

1,70 F

LE PCF ET LE CAPITALISME D'ÉTAT

Alors que la négociation entre les partis de la gauche était toujours au point mort lundi matin, la débauche de discours, déclarations, commentaires, émanant des partenaires ennemis, de l'union de la gauche, se poursuivait. Parmi ces déclarations, une significative de la part du PCF mérite un commentaire particulier, parce qu'elle dépasse un peu le rabachage traditionnel de ces derniers jours. Il s'agit de l'éditorial de l'*Humanité* qui prend à partie ceux qui dénoncent dans le projet du PCF, la mise sur pied du capitalisme d'Etat.

cer le capitalisme d'Etat du PCF. Mais examinons d'abord «la preuve» qui d'après le PCF dément l'existence d'un projet de capitalisme d'Etat.

Quelle «preuve» !

Quel est le fond de la querelle sur le mode de désignation du PDG de l'entreprise nationalisée ? Tout le monde le sait, c'est de savoir qui dirigera cette entreprise, un représentant du PCF ou un représentant traditionnel de la bourgeoisie. Mais où est l'intérêt des travailleurs dans une telle querelle ? Veut-on leur faire croire qu'avoir un PDG PCF, cela leur donnerait un droit de regard plus important sur la marche de l'entreprise ? Bien évidemment que non. Même le programme commun, qui ne lésine pas sur la démagogie, n'envisage pas de modifier les possibilités d'intervention des travailleurs sur les décisions du conseil d'administration par rapport à ce qui existe aujourd'hui. Et on ne peut guère avancer que le fait que des représentants de l'entreprise participent du conseil d'administration, pour un tiers des sièges, offre la possibilité aux travailleurs d'influer sur la marche de l'entreprise ; d'une part parce qu'ils ne sont qu'un tiers, d'autre part parce que ces «représentants» des travailleurs, qui amalgament pêle-mêle cadres, ingénieurs, ouvriers, seront la plupart du temps soigneusement sélectionnés au nom de la compétence, du savoir, par les militants du PCF qui accepteront des postes dirigeants dans la CGT.

«Autrement dit, ne touchez pas au grisbi. Il y a quelque chose de pire que le capitalisme, c'est le capitalisme d'Etat. En combattant le premier, les communistes font preuve d'un manichéisme sommaire et préparent fût-ce involontairement, le second». C'est ainsi que l'éditorial de l'*Humanité* résume la position de son confrère du *Nouvel Observateur*.

Et pour démontrer cette affirmation, de l'*Humanité* indique : «Nous nous sommes prononcés clairement contre un Etat bureaucratique et centralisateur ; pour nous la nationalisation n'est pas étatisation... La preuve, par exemple, c'est que nous proposons que le président des entreprises nationalisées soit élu par le conseil d'administration où siègent des représentants des travailleurs alors que le parti socialiste, lui, demande en fait qu'il soit désigné par le gouvernement». Nous reviendrons plus bas sur les raisons qui poussent un journal bourgeois comme le *Nouvel Observateur* à dénon-

Suite page 7

Italie

50 000 à Bologne

contre le compromis historique

En mars dernier, au moment de la grève des étudiants, le parti révisionniste italien, pour réaffirmer sa volonté de «maintenir l'ordre démocratique» appelait à la répression contre les révolutionnaires. C'est particulièrement à Bologne, municipalité et fief du PCI que cette politique de soutien à la police se développa. C'est à Bologne que le militant révolutionnaire Lo Russo fut assassiné par les flics.

C'est à Bologne qu'a eu lieu dimanche un rassemblement de plusieurs dizaines de milliers de personnes contre la répression, pour dénoncer la collusion du parti de Berlinguer et de la démocratie-chrétienne. Malgré une certaine confusion, ce rassemblement a été un succès, tant par le caractère massif de la manifestation qui l'a clôturé que par l'importance des débats.

(Lire page 9)

Dubigeon : plein succès de la journée portes ouvertes interdite

La troisième semaine de grève commence chez Dubigeon. Samedi, 5 à 6 000 personnes sont venues les soutenir, lors de la journée «Portes Ouvertes», malgré l'interdiction des tribunaux.

(Lire page 3)

Sénatoriales : la droite recule mais conserve la majorité

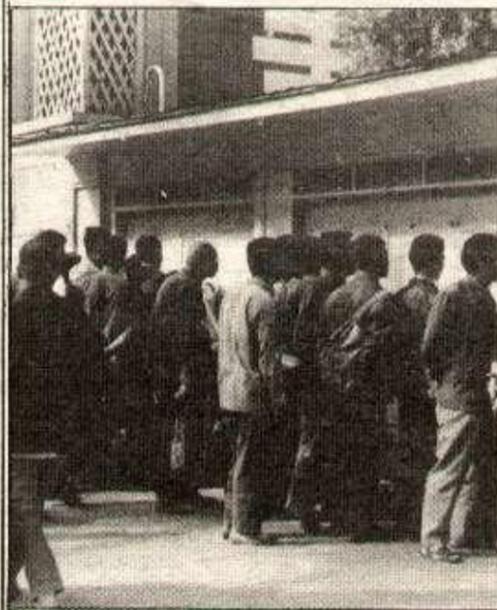
Le PS, le PCF et le MRG ont gagné douze sièges lors des élections qui renouvelaient un tiers des sénateurs. Cependant, la «majorité» a relativement peu reculé : assemblée de notables, le Sénat reste une position d'où elle pourrait combattre la gauche si celle-ci l'emportait en mars prochain.

(Lire page 6)

Afrique du Sud : la colère africaine

(Lire page 9)

LA CHINE A L'HEURE DU XI^e CONGRES



Sur le mur de son immeuble à Pékin les travailleurs lisent l'édition du jour du «Renmin Ribao».

La délégation du *Quotidien du Peuple* qui s'est rendue en Chine a réalisé un reportage au lendemain même du XI^e Congrès. C'est donc un peuple chinois mobilisé par ses décisions que nous avons rencontré aussi bien dans le Hounan, la province natale de Mao Tsé-toung, qu'à Shanghai où les Quatre avaient exercé une forte pression, qu'à Tating, expérience avancée dans l'édification du socialisme, qu'à Pékin même, où nous avons rendu hommage à la dépouille du camarade Mao Tsé-toung.

Lire en page 12 le reportage de la délégation du *Quotidien du Peuple*

KALKAR Allemagne

QUADRILLAGE COLOSSAL

Contre les dizaines de milliers de manifestants



Un des multiples barrages policiers qui ont quadrillé les routes menant à Kalkar où se construit un surgénérateur.

(Lire page 5)

LUTTES OUVRIERES



Une bonne affaire pour les chefs d'entreprise engager un jeune

VACATAIRE A ORLY-CENTRE DE TRI POUR 1 300 F PAR MOIS

Propos recueillis par Monique CHÉRAN

« Ils sont 26 au centre de tri d'Orly. C'est là qu'ils sont le plus nombreux dans la région parisienne. Les PTT en ont recruté 7 000 pour tout le pays. Vacataire, cela signifie un salaire ridicule, le chômage de nouveau au bout de trois mois peut-être et de neuf mois au plus tard. *Faites le calcul vous-mêmes : neuf mois à partir du début de l'opération «vacataires» on tombe juste aux élections de 78», nous dit Pierre. Cette réflexion résume bien le sentiment des vacataires eux-mêmes, et des autres employés des PTT, qu'ils soient auxiliaires ou titulaires.*

«A la fin du mois les auxiliaires vont être renvoyés. Cette année, pas question d'en garder, il semble qu'il y ait des directives précises là-dessus. Ils étaient une cinquantaine ici. Après le retour de vacances des employés qu'ils remplaçaient,

on ne sera donc pas plus nombreux. Et on ne peut pas dire que les postes de vacataires accroissent réellement les effectifs. Par contre, mis bout à bout, ils abaissent un tout petit peu les chiffres officiels du chômage.



► **Aucun avantage**

«Pour les vacataires, ce travail était à prendre ou à laisser, on n'a pas le choix aujourd'hui. On est obligé d'accepter un boulot qui n'est même pas payé au SMIC, où on n'a aucun droit, vu le type de contrat. Pour une demi-heure en moins de travail effectif par semaine, on a 500 F de moins que les auxiliaires, qui ne sont pourtant pas payés cher ! On n'a pas le droit aux transports. On fait systématiquement les horaires du soir, les «demi-nuits», c'est la tranche d'heure qui arrange le plus la direction. On travaille de

19 h à 24 h, sans avoir de pause. Si on veut manger à la cantine, il faut arriver avant. Le reste du personnel du soir fait plus d'heures : il commence en principe à 17 h mais ils ont une demi-heure pour manger, et une demi-heure de pause. Rien que ces choses-là, on voit bien comment ça pourrait être utilisé pour diviser le personnel. Les avantages auxquels on n'a pas droit, c'est sûr que c'est par la lutte que les employés les ont eus. Mais pour nous, la lutte, c'est pour ainsi dire impossible.

► **La menace du non-renouvellement**

«Il y a eu des réunions sur le problème des transports pour les vacataires, pour qu'ils soient comptés comme temps de travail. Beaucoup doivent traverser Paris puis se rendre jusqu'à l'aéroport. Rien que pour l'aller, il me faut deux heures. On a donc réclamé, par l'intermédiaire de la CFDT, que ça nous soit payé. Il y a tout de suite eu des menaces : si vous réclamez, vos contrats ne seront pas renouvelés au bout des trois mois.

«Au début, on se méfiait de tout le monde, on n'osait pas discuter de nos problèmes parce qu'on craignait d'être renvoyé rapidement. Quand des

délégués ou des militants syndicaux venaient nous voir, on n'avait pas confiance, on avait même peur. Voilà où on est obligé d'en arriver pour essayer de garder une place pareille !

«Pour la direction, c'est intéressant. Les salaires, bien sûr mais aussi la Sécurité Sociale, puisque ce n'est pas elle qui paie les charges. Pour le travail, au bout de quelques jours, on connaît le boulot, elle ne perd rien pour la formation. Elle sait qu'on ne peut pas en bouger, deux retards justifient le renvoi, et qu'elle peut jouer sur le renouvellement du contrat.

glisser avec un pouce en caoutchouc. Le comble, c'est qu'il n'y a même pas assez de pouces pour tout le monde, et alors on te donne un élastique ! Pendant des heures, tu ne regardes que les numéros de code, et tu remplis les casiers. Tu es sur tel poste de telle heure à telle heure, tu n'as pas intérêt à en bouger. Des floppées d'inspecteurs circulent en permanence. On t'apprend aussi à liasser les paquets de lettres, à fermer les sacs avec des colliers, des ficelles ou des plombs. Quand on pense qu'il y a des postiers qui font du tri depuis des dizaines d'années !

«Et malgré tout ce que la direction nous fait subir, à nous et aux auxiliaires, elle trouve le moyen de nous faire des discours sur la sécurité de l'emploi aux postes. Dès le début, ils cherchent à intéresser les auxiliaires et les vacataires aux concours «externes», ils montrent la carrière qu'on peut avoir dans cette grande famille, en passant concours sur concours. Mais ces concours, il faut souvent plusieurs mois d'attente pour en connaître le résultat. Ils en prennent selon les besoins du moment, et tu te retrouves n'importe où, avec grosso-modo 2 000 F nets. Or, c'est tout de suite qu'on a besoin de travail. Pour nous, le pire, c'est qu'on sait qu'on est de passage, et qu'on a intérêt à ce que ce passage soit le plus long possible. Et quand on gagne si peu, on est tenté d'entrer

dans certaines combines, comme d'accepter de «prolonger» la nuit, c'est-à-dire de faire un second poste jusqu'au matin, ce qui fait 200 F pour la nuit.

«Cette formule, on voit bien que c'est une menace pour les droits, les salaires et les emplois des postiers. Il y a une grosse mobilisation dans le centre sur la question des vacataires. Une pétition a recueilli de nombreuses signatures. Il va peut-être y avoir une action. Avec ces 7 000 postes de demi-chômeurs, on est loin des 50 000 postes de titulaires réclamés par les postiers !»

Buffet de la gare Montparnasse

Une rencontre doit avoir lieu le 26 septembre, entre les représentants syndicaux du personnel du buffet de la gare de Paris Montparnasse et la direction. Les syndicats exigent la satisfaction des revendications suivantes : augmentation des salaires, deux jours effectifs de repos pour tous, disparition des caméras installées dans les couloirs des vestiaires, et destinées à espionner les employés ! Si la discussion du 26 septembre ne devait rien donner de positif, les employés sont prêts à cesser tout travail.

téléphonez au quotidien 636 73 76

► **Un travail abrutissant**

«Déjà, plusieurs ont démissionné. Ils en avaient ras-le-bol des salaires et du boulot. Ici, on ne peut pas dire que c'est le bagne, physiquement. Mais trier des lettres pendant des heures, c'est complètement abrutissant, c'est l'anonymat total, les gestes automatiques que tu continues à faire en rêve, si tu arrives à dormir, au début.

«Pendant trois jours, tu fais une sorte d'école de tri avec un moniteur. Tu apprends les casiers. Le tri général, et le sous-tri. Puis tu es nommé dans une «zone» par un inspecteur. Tu sors les villes une par une : Lannion, Nantes... si tu fais la Bretagne... On t'apprend à travailler le plus vite possible : tu tiens les lettres comme un jeu de cartes, et tu les fais

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

LUTTES OUVRIERES

Dubigeon Normandie (Nantes)

LE TRIBUNAL DES REFERES EXIGE L'ÉVACUATION DES CHANTIERS

● Alors que les travailleurs de Dubigeon sont dans leur troisième semaine de grève, la direction durcit sa position : après avoir multiplié les provocations toute la semaine dernière, en essayant notamment de forcer un piquet de grève avec deux cent cadres et agents de maîtrise (qui devaient d'ailleurs s'enfuir sous les jets de pierre), elle a assigné en référé, en fin de semaine, quatre délégués CGT et CFDT pour «entrave à la liberté du travail». Le jugement rendu en fin de semaine exigeait l'évacuation du chantier ainsi que l'interdiction de la journée «portes ouvertes» de ce samedi.

Suite à ces provocations de la direction, et son refus total de négocier, tant sur le problème du pointage que sur ceux des salaires et de l'emploi (plus de deux cents licenciements pour les travailleurs de 56 ans et huit mois, et autant de «déplacements», du personnel des bureaux étant remis à l'atelier), l'occupation du chantier était décidée dans la journée de vendredi. En même temps, se sont mis en place des commissions pour s'occuper de l'animation de la grève (information, commission restaurant, etc.).

VERS UNE COORDINATION DE LA MÉTALLURGIE NANTAISE ?

On sait que jeudi dernier a eu lieu un débrayage dans toute la métallurgie nantaise, à l'appel des syndicats CGT et CFDT, avec un rassemblement aux chantiers. Cette initiative témoignait certes de la solidarité envers les «Dubigeon», mais surtout des problèmes communs auxquels sont confrontés les métallos à Nantes.

En moins d'un an, le nombre de chômeurs dans le secteur de la métallurgie a augmenté de plus de

25 %. Aux Batignolles, le Comité d'Entreprise vient d'annoncer des mesures de chômage partiel pour l'ensemble des travailleurs de la chaudronnerie. A Brisonneau, le patron licencie pour embaucher des jeunes au SMIC et sans aucune garantie. Les mesures du gouvernement à propos de l'«emploi des jeunes» montrent ainsi, s'il en étaient besoin, leur véritable objectif.

Plusieurs milliers de personnes ont participé à la journée «portes ouvertes» organisée samedi et ceci malgré l'interdiction du juge des référés. Au cours de cette journée, les visiteurs ont pu suivre le

processus de construction des navires depuis le début jusqu'à la fin. Les grévistes pilotaient les visiteurs tout au long d'un parcours fiéché en leur expliquant les différentes phases.

QUAND LES PRÉOCCUPATIONS DU SYNDICAT CGT MÉTALLURGIE SONT AILLEURS...

Que fait la CGT Métaux durant ce temps ? Son intervention jeudi dernier au rassemblement qu'elle organisait dévoilait bien ses véritables préoccupations. Après avoir rappelé «qu'il n'était pas question d'attendre 78 l'arme au pied», les seules perspectives offertes aux «Dubigeon» étaient «d'empêcher la braderie de l'économie nationale» et de proposer ses «solutions» : obliger les armateurs français à acheter français, renouveler la flotte française, sans jamais expliquer bien entendu pourquoi la situation est ainsi dans la navale, la logique de la concurrence

internationale, dans laquelle s'insère l'industrie navale étant passée sous silence. En fait de perspectives, la seule offerte était bien celle de voter à gauche en 1978 !

DUBIGEON VIVRA !

Face au durcissement de la direction, face aux menaces d'évacuation du chantier dès ce lundi, c'est bien dans le sens de la coordination sur Nantes qu'il faudrait aller. Face à l'attitude des directions syndicales, notamment de la direction de la CGT-Métallurgie qui tente de s'appuyer sur la lutte pour mieux la détourner vers l'objectif de 78, c'est aux sections syndicales CGT et CFDT qu'il appartient de prendre en main les problèmes de la lutte. Les travailleurs venus au chantier jeudi et repartis déçus par le manque de perspectives, ne manqueront pas de s'engager dans cette voie.

Corresp. NANTES



Montefibre (Vosges)

UN NOUVEAU PLAN... DE 200 LICENCIEMENTS ?

C'est la dixième semaine de grève qu'entament aujourd'hui les quelques 1 045 travailleurs et travailleuses de l'usine Montefibre, contre la fermeture de leurs locaux de travail décidée le 13 juillet par la firme italienne Montedison. Où en est-on aujourd'hui ?

En fin de semaine, les travailleurs de l'usine de Saint-Nabord ont appris, par le biais de certains journaux et radios périphériques, que la Montedison, après plusieurs semaines de mutisme, reviendrait sur son plan de licenciements initial, connu depuis le 6 septembre. On sait que celui-ci prévoyait un «redémarrage» de l'usine Montefibre avec environ 200 personnes employées 40 heures par semaine, ou 400 employés pour une durée hebdomadaire de 20 heures ; et ce pour une durée indéterminée pou-

vant aller de trois mois à une année maximum. Les 800 travailleurs restant seraient licenciés. Le «nouveau plan», aux dires de certains journaux, aurait été discuté entre la direction de la firme italienne et Casali, ancien directeur de Montefibre, présent depuis plus de huit jours à Milan. Il aurait ceci «d'avantageux» qu'il ne prévoirait pas qu'environ 200 suppressions d'emplois, les 800 ouvriers restant retrouvant leur poste de travail ! On n'est pas sans penser ce week-end, à Saint-Nabord, qu'il s'agit d'une nouvelle manœuvre des patrons de Montedison pour diviser les grévistes. Leur réponse, par la bouche d'un militant syndical CGT, ce dimanche, est en tout cas sans ambiguïté : «En ce qui concerne ce plan, nous devrions normalement être au courant,

ce mardi. Mais une chose est d'ores et déjà sûre : nous le rejeterons comme le premier. Nous nous battons pour que chacun retrouve son travail, et rien d'autre.»

De nouvelles initiatives d'action sont d'ailleurs prévues cette semaine, qui,

affirment certains travailleurs, sera «très chargée».

Pour les jours à venir, il va s'agir d'aboutir au règlement d'un problème urgent : obtenir le paiement du chômage partiel auquel sont contraints, depuis plusieurs semaines, les travailleurs.



Lainière de Roubaix : manifestation des travailleurs jeudi

Il y a quelques jours, la direction de la Lainière de Roubaix (filiale du groupe Prouvost-Masurel, second groupe français du textile) confirmait son projet de licencier 180 travailleurs. On sait maintenant que les licenciements se situent tous dans le secteur administratif et concernent soixante cadres, cinquante agents de maîtrise et soixante-dix employés administratifs. Il est d'autre part plus que probable que ces suppressions d'emplois ne sont que les premières parmi des centaines d'autres que Masurel prévoit dans les semaines à venir. On parle même de 1 000 licenciements. Il est certain que la direction préfère procéder par «palliers» dans le but de diviser. Cette manœuvre est d'ores et déjà vouée à l'échec, puisque les syndicats CGT et CFDT de l'usine appellent ensemble à une première manifestation jeudi, qui se dirigera vers l'inspection du travail.

André Morin (Paris 17^e) : blocage des salaires depuis 2 ans !

Depuis vendredi, 130 ouvriers et ouvrières de l'entreprise Morin (électricité générale) dans le 17^e arrondissement de Paris, occupent les locaux. De multiples raisons sont à l'origine de ce mouvement : le refus du blocage des salaires qui existait depuis deux ans ; mais aussi l'exigence d'un emploi pour tous : le patron, après avoir reçu plusieurs subventions, déposait, il y a quelque temps, le bilan de l'entreprise... et remettait sur pied presque simultanément une nouvelle entreprise, dans les locaux mêmes de la première... avec cette fois une vingtaine d'employés !

Chantier du Mont-du-Chat : un mort, quatre blessés

Une explosion qui s'est produite en fin de semaine sur le chantier d'un tunnel en cours de percement (Mont du Chat en Savoie), a fait quatre blessés graves et un mort, un travailleur algérien, M. Douak.

En moins d'un an, c'est le deuxième mort sur le chantier. Les travaux de percement du Mont du Chat, commencés depuis plus de trois ans, sont depuis quelque temps «en retard». Aussi les cadences, depuis plusieurs semaines, n'avaient fait que s'accroître, le nombre des travailleurs affectés aux travaux étant bien entendu maintenu tel quel.

Léonard, l'ancien candidat à la mairie de Besançon licencie

Soi-disant victime des pouvoirs publics et des banques, petit patron qui s'illustra par des prises de position spectaculaires, a tenté en vain de convertir son usine de la Saône (près de Besançon) de la sous-traitance à la production autonome de chaînes Hi-fi. Le résultat : 49 licenciements à l'entreprise.

Manifestation des Lip, samedi

Plusieurs centaines de travailleurs de Lip (environ 500) ont manifesté en fin de semaine dans les rues de Besançon, et ralenti la circulation pendant près d'une heure. Le but poursuivi par cette manifestation était la large diffusion d'un journal réalisé par leurs soins, s'intitulant *Lip-actualité*. Ce journal, largement distribué, fait entre autre le point sur la grève depuis que le tribunal a prononcé, le 12 septembre, la liquidation des biens de leur usine.

INFORMATIONS GENERALES

Nice

Cambriolage raté pour les élèves de Spaggiari

Dans la nuit de vendredi à samedi, les policiers de Nice ont arrêté sept gangsters qui s'apprêtaient à refaire le coup de casse de Spaggiari : le cambriolage d'une succursale de la société générale en passant par les égouts. Comme pour le casse de Spaggiari, il semble que l'extrême droite ait trempé dans l'affaire et certains attribuent à un des gangsters arrêtés des relations avec le maire de Nice, Médecin.

Le cambriolage raté avait été comme celui de Spaggiari, soigneusement préparé. Depuis trois semaines, les truands faisaient des repérages autour de l'agence de la société générale de l'avenue Sainte Marguerite. Au cours d'un de ces repérages ils déclenchèrent le signal d'alarme insonore. La police alertée a établi un dispositif de surveillance, et samedi elle a arrêté sept hommes qui s'apprêtaient à mettre à profit le

week-end et le passage à l'heure d'hiver pour cambrioler la banque. Comme leurs prédécesseurs ils étaient très bien équipés : chalumeaux, vérin hydraulique et tout l'attirail habituel.

Un des gangsters se nomme Pierre-Yves Lahovary. Déjà condamné pour trafic de drogue à un an de prison ferme, Lahovary est professeur de karaté dans une MJC de Nice et fréquente les milieux d'extrême droite. Il participe à l'occasion aux services d'ordre de Médecin lors des campagnes électorales. En outre Lahovary est animateur du CACEL (côte d'Azur-culture et loisir), association à prétention socio-culturelle créée par Médecin en 1974 pour faire pièce aux MJC qui n'avaient pas l'heur de lui plaire et qu'il considérait comme des repaires de la subversion. Le CACEL est encadré par des hommes d'extrême-droite, un hasard sans doute...

Circuit sauvage de Rungis

La dix-septième victime

Carole Le Foll, 18 ans est la dix-septième victime du circuit motocycliste de Rungis. Dans la soirée de vendredi plusieurs accidents de moto se sont produits à Rungis causant la mort de Carole et faisant plusieurs blessés.

Chaque semaine, des centaines de jeunes motocyclistes, parce qu'ils n'ont pas d'autre circuit dans la région parisienne vont tourner à Rungis sur l'emplacement des halles. Le danger est d'autant plus grand qu'il s'agit d'un circuit improvisé et que des motos de cylindrées très différentes tournent en même temps et que des centaines de spectateurs

sont massés sans protection le long du circuit sauvage.

En 1976, Soisson, alors secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, avait promis la transformation du circuit automobile de Monthléry en circuit moto. Mais pour l'instant rien n'a été fait et chaque semaine des jeunes se tuent à Rungis.

Afin d'obtenir ce circuit où ils puissent tourner sans risquer leur vie, les motards manifestent chaque semaine, depuis un mois. Vendredi dernier ils étaient un millier à rouler sur le parcours Nation-Bastille-Opéra, les Champs Elysées, porte Maillot.

Sables d'Olonne : manifestation des mutilés du travail

Le trente-troisième congrès de la Fédération nationale des mutilés du travail s'est achevé dimanche par une manifestation aux Sables d'Olonne où se tenait le congrès. Près de vingt-cinq mille mutilés venus de toute la France ont parcouru les rues des Sables d'Olonne et ont réclamé une meilleure indemnisation des accidents du travail et une véritable sécurité du travail. La Fédération des mutilés du travail, qui, jusqu'alors demeurait en marge des luttes ouvrières a amorcé un rapprochement en direction des organisations syndicales et a formulé des revendications proches de celles de la CGT et de la CFDT : défense de la Sécurité sociale, renforcement des pouvoirs des CHS, prévention des accidents.

Congrès de la Prud'hommie à Vittel

LA CGT ET LA CFDT QUITTENT LE CONGRÈS

Le congrès de la prud'hommie qui se tient à Vittel a été marqué par la sortie des délégués CGT et CFDT en signe de protestation contre la proposition patronale pour que les conseillers prud'hommes ne soient plus élus mais désignés.

Le congrès de la prud'hommie se tient tous les trois ans, il réunit les délégués patrons et salariés des conseils de prud'hommes. Au cours du congrès, les délégués proposent des modifications et des réformes concernant l'exercice de la prud'hommie (juridiction des conflits du travail).

Le conseil des prud'hommes de Chartres, à l'instigation du CNPF, a proposé que les élections de conseillers prud'hommes soient remplacées par une désignation, opérée par le premier président de la Cour d'appel sur propositions des organisations syndicales les plus représentatives sur le plan national.

Un délégué de la CGT devait déclarer : « On a parlé d'amélioration du mode et du déroulement des élections. Aujourd'hui, on réclame un véritable bouleversement, un retour en arrière jusqu'au temps

de la monarchie où les prud'hommes étaient effectivement désignés. On veut bafouer la démocratie et liquider la commission exécutive qui serait privée de toute représentativité. »

L'assemblée refusant de retirer cette proposition de l'ordre du jour, la CGT et la CFDT ont refusé de revenir sur leur décision de quitter le congrès.

La prud'hommie étant paritaire, c'est-à-dire que les conseillers patronaux et les conseillers salariés sont le même nombre, l'appoint des voix de la CGC, de la CFCT et de F.O. a permis au patronat de l'emporter,

et d'imposer le projet de désignation des prud'hommes. En l'absence des conseillers CGT et CFDT, l'assemblée adopta à l'unanimité la proposition de désignation des prud'hommes, proposition qui devrait donc mettre fin à l'élection triennale de cette instance. La CGT et la CFDT ont refusé de revenir sur leur décision de quitter le congrès.

L'institution prud'homale qui est déjà le plus souvent défavorable aux travailleurs verra donc son caractère réactionnaire accentué, si la proposition du congrès de Vittel est retenue.

A propos des millionnaires du chômage

LES CHÔMEURS NE SONT MILLIONNAIRES QUE PAR LE NOMBRE

Titre immense de « France Soir » barrant la Une : « Quatre millionnaires du chômage pris la main dans le sac ». Une partie de la presse a gonflé au maximum cette nouvelle. Dis-créditer les chômeurs, répandre et amplifier parmi les travailleurs cette idée que les chômeurs sont des parasites, c'est la besogne à laquelle se sont attelés certains journaux à l'appel de Beullac.

En l'occurrence, quatre fraudeurs aux gros salaires ont été effectivement démasqués en Ile-et-Vilaine, ce sont :

— Un cadre supérieur qui a créé une société bidon dont il s'est fait licencier pour raison économique afin de toucher les 90 %.

— Un directeur de restaurant qui continuait de toucher les allocations d'aide publique et les ASSÉDIC alors qu'il assurait la gérance d'un bar-restaurant dans une autre ville.



Cambien de millionnaires dans cette file de chômeurs ?

— Un directeur commercial, qui continuait à recevoir les 90 %, alors qu'il dirigeait une société qu'il avait créée.

— Le directeur d'une société maritime d'armement qui touchait les 90 %, alors qu'il continuait de travailler pour d'autres sociétés.

Ces faits sont effecti-

vement scandaleux, il s'agit de patrons ou de cadres supérieurs fraudant sur des sommes importantes. Mais l'utilisation qui est faite de ces faits est elle-même scandaleuse, car elle sert à justifier la répression contre les chômeurs en les désignant comme des fraudeurs en puissance. La mise en avant du cas de ces quatre

fraudeurs va servir à couvrir les opérations de contrôle des listes de chômeurs pour exclure ceux qui auront refusé des emplois qui ne correspon-daient pas à leur qualification ou pour couper l'allocation-chômage à ceux qui auront fait quelques heures de travail « au noir » pour compléter un peu leur allocation.

LA JUSTICE AUX CÔTÉS D'UN PETIT PATRON FASCISTE

Vendredi comparait Cartier, un petit patron horloger du haut Doubs, pour diffamation envers les militants CFDT et CGT des cycles Peugeot.

En effet pendant et après la grève des cycles en avril 76 toute une campagne de diffamation, d'injures grossières était menée par les hommes de main de Peugeot, rassemblés pendant la grève dans le « comité pour la liberté du travail ». Dans des

tracts signés « l'internationale prolétarienne » et les « chevaliers du coup de balais », dans un style se voulant « gauchiste », ils se présentaient comme les défenseurs du prolétariat en dénonçant les militants actifs pendant la grève, les accusant de détourner les collectes faites pendant la grève, de s'acheter des grosses bagnoles et de faire la belle vie.

Les syndicats ont riposté en faisant la lumière sur ces calomnies et en atta-

quant un diffuseur qui avait été reconnu : Cartier. Celui-ci dit ne rien connaître de l'affaire alors qu'il avait loué une estafette dont on avait relevé les numéros lors de la diffusion de tracts ordures.

L'audience du tribunal a au moins l'intérêt de montrer quelle mascarade, quelle comédie elle était : les témoignages des ouvriers des cycles sont insuffisants en face des témoignages d'un voisin et d'un employé de ce patron

fasciste. Le procureur de la république rappela qu'au delà de ce jugement « la justice devait être contre la remise en cause de l'ordre public, contre l'exaspération contre les extrémistes de tout poil ».

Mais parions qu'elle sera plus clémente pour ce petit patron fasciste que pour les ouvriers inculpés aussi pour entrave à la liberté du travail. Le jugement sera rendu le 14 octobre.

Correspondant

Kalkar (RFA) : plusieurs dizaines de milliers de manifestants contre le surrégénérateur

GIGANTESQUE DEPLOIEMENT POLICIER

● Kalkar, ce petit village à la frontière entre la RFA et la Hollande sur les bords du Rhin est devenu aussi célèbre que le village de Malville. A Kalkar comme à Malville se construit un surrégénérateur, à Kalkar comme à Malville plusieurs dizaines de milliers de manifestants venus de plusieurs pays européens ont démontré leur opposition à un programme nucléaire qui fait courir les plus grands risques aux populations. Malville avait connu plusieurs affrontements violents, un manifestant avait été tué par la police, plusieurs mutilés. A Kalkar tout s'est déroulé sans incidents et l'ampleur de la manifestation a contraint la police à laisser les manifestants s'approcher à quelques centaines de mètres de la centrale.

Pour parvenir à Kalkar, les opposants au programme nucléaire ont dû passer à travers les mailles d'un gigantesque filet policier et subir maintes fouilles. Dix mille policiers étaient sur le pied de guerre pour porter la centrale et entraver autant que possible le rassemblement. Toutes les autoroutes et les routes convergeant des principales villes allemandes vers Kalkar étaient contrôlées par des barrages policiers, il en allait de même pour les principaux postes-frontières. Au total, 40 000 manifestants ont été contrôlés et fouillés : 2 550 voitures, 480 autocars, le train Duisbourg-Cièves ont été arrêtés et fouillés.

HUIT HELICOPTERES POUR BLOQUER UN TRAIN

Le train Duisbourg-Cièves a été contraint de s'arrêter en rase campagne par huit hélicoptères de la police, des policiers, mitraillettes au poing ont passé tout le convoi au peigne fin, fouillant deux fois chaque passager. Matraques, casques, tout ce qui pouvait faire office d'armes était confisqué, mais aussi bidons d'huile, cirés, bottes, piquets de tente... selon l'inspiration

ou l'humeur des policiers. Plusieurs centaines de Berlinoises ont été bloquées à la frontière avec la RDA. A Hambourg, 3 000 manifestants ont aussi été bloqués. La police allemande a refoulé aux frontières avec la France plusieurs cars. Il faut ajouter à cela 112 arrestations de manifestants porteurs d'armes diverses selon l'appréciation extensive de la police allemande.

LA POLICE RECOULE

Ces multiples contrôles suivis de fouilles ont eu pour conséquence de retarder de plusieurs heures l'arrivée des manifestants. Prévu à 10 heures le départ de la manifestation n'a été donné qu'à 16 heures. Alors que des hélicoptères survolent en permanence la manifestation, celle-ci s'engage dans la zone interdite dont l'accès n'est plus barré par la police. D'un hélicoptère la police enjoint aux manifestants de ne pas continuer leur route vers la centrale, mais de bifurquer vers la droite. Les organisateurs passent outre et atteignent l'objectif : le champ d'un paysan opposé à la centrale qui jouxte celle-ci. Des milliers de policiers en tenue de

combat, derrière des chevaux de frise entourent le site de la centrale, mais il n'interviendront pas. Surpris par l'ampleur de la manifestation qu'on peut évaluer à plus de 50 000, les policiers ont été contraints de se replier sur la centrale et de laisser les manifestants s'en approcher à quelques centaines de mètres. Alors que la nuit tombe, la manifestation se disperse lentement sans incidents.

LES CONTRADICTIONS DU SPD ET DU FPD

Les journaux allemands, la presse de Springer font leurs gros titres sur l'«échec» de la manifestation. Mais il sera difficile au gouvernement allemand de faire avaler cette version des faits. Au sein des

partis au pouvoir les contradictions s'aiguisent sur le développement du programme nucléaire. Au sein de son parti, Schmidt est en minorité, le comité directeur du SPD demande un moratoire de trois ans alors que Schmidt est pour une poursuite de la construction des centrales. Il a déclaré qu'il «pourrait lui arriver d'être amené, pour le bien de tout le peuple, à s'opposer à la volonté de son parti». Le ministre de l'économie Hans Friderichs après le vote de son parti le FPD pour le moratoire a démissionné du gouvernement. Schmidt, étant donné l'étrécissement de sa majorité parlementaire et la division de son parti sur la question nucléaire pourra difficilement maintenir son opposition à un moratoire.

S.LIVET



Conférence mondiale de l'énergie

L'INTERNATIONALE DU NUCLÉAIRE

● Commencée par du bluff, la conférence mondiale sur l'énergie, à Istanbul, s'est terminée sur une mystification. La conclusion tirée est une justification des programmes électro-nucléaires, un appel à les accélérer et à recourir à l'utilisation du plutonium. L'internationale des firmes qui vendent de la technologie nucléaire a, semble-t-il, pesé lourd sur cette conférence.

Les premières interventions de la conférence ont brodé sur le thème de la pénurie prochaine des ressources énergétiques classiques : charbon, gaz et surtout pétrole. Mais les estimations des experts à la conférence font ressortir que les réserves d'énergies fossiles sont plus importantes que prévu. Il reste encore 300 milliards de tonnes de pétrole exploitables dans les conditions actuelles et au moins autant plus difficilement exploitables. La consommation mondiale de pétrole en 1976 était de 3 milliards de tonnes, soit 0,5 % des réserves totales. Pour le charbon, la situation est

encore meilleure : les réserves totales sont de 10 000 milliards de tonnes, et les ressources techniquement exploitables dans les conditions actuelles sont d'environ 640 milliards de tonnes. Pour le gaz naturel, les ressources connues équivalent à 50 ans de la consommation annuelle de 1976, mais on estime que les réserves existantes seraient plus de trois fois supérieures à cela. Nous n'en sommes donc pas à la pénurie à court terme, comme le clamaient certaines délégations occidentales.

Ce qui inquiète en réalité les pays impérialistes, ce ne sont pas les risques de

pénurie, mais l'action des pays du Tiers-Monde pour mettre un terme au pillage de leurs matières premières : ceci les conduit à chercher des solutions de rechange, surtout en ce qui concerne le pétrole, face à l'OPEP. La solution de rechange proposée par la conférence, la seule, c'est le nucléaire. La possibilité d'utilisation des énergies nouvelles et en particulier du solaire, a été rapidement évoquée et minimisée. La place possible des énergies nouvelles a été estimée à 5 ou 10 % pour l'horizon 2000.

En ce qui concerne le nucléaire, l'inquiétude des délégués à la conférence concerne les réserves d'uranium qui sont limitées : quelques dizaines d'années. Aussi, la solution mise en avant a été l'utilisation du plutonium dans les surrégénérateurs. Dans ce domaine, les pays impérialistes qui, seuls, ont la maîtrise de la technolo-

gie complexe du nucléaire, et la capacité industrielle de construire des centrales, espèrent maintenir leur domination sur les pays du Tiers-Monde.

Les conclusions de cette conférence arrivent à point nommé pour les gouvernements des pays européens impérialistes, qui ont mis sur un développement accéléré du nucléaire, et se heurtent à une opposition grandissante à leurs programmes. L'importance des capitaux engagés dans le développement de la technologie nucléaire, (qui tranche par rapport aux sommes dérisoires investies pour les énergies nouvelles), l'espérance de profits fabuleux à réaliser sur le marché du nucléaire (si cette technologie est universellement adoptée, au lieu des énergies nouvelles qui nécessitent nettement moins d'investissements) paraissent bien avoir mené à ces conclusions.

Garaudy ; clairvoyance et myopie

Dans une interview à *France-Soir*, Garaudy déclare notamment à propos de l'intervention des troupes social-impérialistes en Tchécoslovaquie et de l'attitude de condamnation formelle qu'avait adoptée le PCF à ce moment-là : «Il ne suffisait pas de condamner la forme militaire de l'intervention, mais de voir comment une telle intervention découlait des principes mêmes du système soviétique, qui n'est pas du tout un système socialiste.»

Le reste de l'interview, en revanche, est émaillé d'idées telles que : «Les nouveaux dirigeants du PCF ont refusé une alliance avec les couches sociales qui ont la même visée historique : ingénieurs, techniciens, couches intellectuelles avec lesquelles on peut conclure un pacte à long terme jusqu'au socialisme.» Mais que fait d'autre le PCF, que de tenter de s'appuyer sur ces couches, de les rallier à son projet, non de socialisme, mais de capitalisme d'Etat, dans le cadre duquel il entend leur confier un rôle décisif.

Thionville : les socialistes réintègrent le conseil municipal la tête basse

On se souvient que Pariset, élu conseiller municipal PS à Thionville, a fait connaître publiquement au début du mois qu'il adhérait au PCF (voir les QdP des 22, 23 et 24 septembre). Les socialistes avaient exigé sa démission, puis devant le refus du PCF, celle de tout le conseil municipal. En attendant d'obtenir satisfaction, ils avaient déserté les réunions du «bureau municipal» rassemblant chaque semaine les adjoints au Maire. Comme on pouvait s'y attendre, ils ont vu opposer à leurs exigences un refus catégorique du PCF. C'est Buchmann, le secrétaire fédéral PCF, qui prenait position à plusieurs reprises sur cette question, et non les élus municipaux...

Devant l'attitude du PCF, les socialistes, dans un communiqué, ont fait connaître leur intention de réintégrer le conseil. Sans doute, l'attitude intransigeante du PCF a compté, mais un autre facteur a dû jouer également de manière importante : «une bonne moitié» des élus PS sont aussi membres du CERES, dont la complaisance pour le PCF est bien connue. Pour faire bonne mesure et ne pas trop donner l'impression qu'ils se couchent devant le PCF, les socialistes déclarent : «Désormais au conseil municipal de Thionville, les socialistes dénonceront sans le moindre ménagement les positions partisans du Parti communiste, dont l'exemple le plus frappant est celui de la désignation du permanent du parti communiste, qui fait office de secrétaire de mairie.»

Philippe de Commynes, une plus un

Depuis la parution du livre de politique-fiction, *l'Histoire du premier gouvernement de gauche*, chacun s'interrogeait sur l'identité de l'auteur.

La seule chose sûre, c'est qu'il s'agissait d'un pseudonyme ; c'est maintenant confirmé ; en effet, André Bercoff et Jacqueline Chebridon se cachaient sous ce nom. Ils ont fait une entrée impromptue au cours de l'émission *Apostrophes* vendredi dernier. Ils ont affirmé qu'ils avaient décidé de révéler leur identité afin que nul ne leur colle une étiquette qui n'est pas la leur.

Ils ont refusé de dévoiler le nom des informateurs dont ils disposent un à droite, l'autre à gauche. Mais ils ont indiqué qu'il y aurait au moins deux autres participants dans leur équipe, et qu'un nouveau livre et un film sont en préparation pour bientôt.

Achetez le Quotidien du Peuple tous les jours dans le même kiosque

POLITIQUE

A Thionville, les travailleurs immigrés s'interrogent sur la gauche

Samedi à Thionville avait lieu une journée de solidarité des travailleurs français-immigrés. Il y avait peu de personnes; peut-être une centaine à cette initiative de la CGT qui n'avait guère mobilisé ses militants; 80 % des personnes présentes étaient des immigrés principalement algériens et italiens. Le responsable de la métallurgie CGT intervenant au cours de cette journée, se lançait bien entendu dans les nationalisations, ce qui laissait l'assistance dans la plus grande indifférence.

Les travailleurs immigrés se posaient des questions quant aux suites de cette journée compte-tenu du peu de mobilisation.

Alors que les barons de l'acier accentuent avec l'aide des nazillons de GSL leur campagne rassistes, il est nécessaire de renforcer la solidarité avec les travailleurs immigrés. Comme le déclarait l'un d'eux: «C'est maintenant qu'il faut lutter. Aujourd'hui, ce sont les vieux, les femmes, les jeunes et nous, mais demain ce sera tout le monde qui sera touché. Défendre l'emploi des travailleurs immigrés aujourd'hui, c'est garantir l'emploi de tous les sidérurgistes demain». Une absence remarquée, fut celle des «élus municipaux» qui ne sont venus que fort tard et très discrètement. «Où est donc Souffrin» demande un travailleur immigré. «Tu rêves», lui répond un de ces camarades. «Tu oublies que nous on ne vote pas».

Provocations

Mitterrand était absent de la réunion du bureau exécutif vendredi dernier; motif: il craignait des provocations lancées par les délégations du PCF qui se rassemblaient devant l'immeuble «des Bourbons» pour exiger quelques filiales supplémentaires à nationaliser.

Patriotisme

Pour accomplir leur devoir les grands électeurs ont touché hier une indemnité de repas de 31,50 francs plus le remboursement du déplacement sur la base du prix du kilomètre SNCF en première classe. Les sénateurs payent pour se faire élire, et il y en avait qui se plaignaient que cette somme ne permette qu'un repas «ordinaire».

Remaniement ministériel

C'est ce qui va se passer rapidement si les ministres et secrétaires d'état qui se sont fait élire sénateur dimanche choisissent leur place au Sénat. Monory est le seul qui ait fait savoir qu'il préférerait rester ministre.

Dedans ou dehors ?

Le Matin de Paris publie un sondage sur la question: «êtes-vous favorable à la participation du PCF au gouvernement?» Résultat: 86 % des électeurs du PCF y sont favorables. Le quotidien de Perdriel en tire argument pour inviter Marchais à consentir à un compromis sur le programme commun. Il reste plus discret sur un autre aspect des résultats: 34 % des électeurs du PS se trouvent, eux, opposés à cette participation...

Le turlupin fait des avances au PS

Servan-Schreiber a déclaré à Lille et à Béthune: «Il y a de chaque côté de l'échiquier politique ceux qui admettent la réalité - la grande crise que nous traversons - et ont le courage de dire la vérité. Il y a les autres, qui restent dans le discours démagogique. Le parti socialiste n'est pas tombé dans ce travers et a une attitude courageuse. Comme nous, il doit combattre le conservatisme du RPR. La fermeté dont il a fait preuve à l'égard du parti communiste peut ouvrir des horizons nouveaux et nous permettra peut-être à l'avenir de travailler ensemble.»

Après les déclarations de Lecanuet (voir QdP de dimanche-lundi), les partisans de la ligne Soarès doivent se sentir stimulés.

Élections sénatoriales

UNE ASSEMBLÉE BASTION POUR LA «MAJORITÉ» APRES 78

Les élus PS-PC des municipalités urbaines font la décision pour les nouveaux sièges

44 élus pour les partis du programme commun, 63 pour ceux de la majorité: telle est la nouvelle répartition des sièges de sénateurs qui étaient soumis à renouvellement. Le rapport des forces précédent était de 31 pour la gauche, et 64 pour la «majorité». Au total, après ce renouvellement du tiers de ses membres, le Sénat comptera 106 représentants de la gauche et 189 de la droite.

Élections au suffrage indirect, les sénatoriales qui se déroulaient dimanche devaient principalement refléter le résultat des dernières municipales: ce sont en effet essentiellement les conseillers municipaux, nouvellement élus en mars dernier, qui désignent les nouveaux sénateurs. Mais, en même temps, malgré la création de 12 sièges nouveaux dans les zones urbaines, ces élections restent sous l'influence dominante des notables ruraux. Aussi, les résultats, tout en traduisant une certaine poussée de la gauche, l'ont nettement amortie par rapport à ce qu'elle était en mars dernier.

DES CONSÉQUENCES DE LA POLÉMIQUE A GAUCHE

En effet, par rapport aux sièges de «sortants» de la «majorité», on compte seulement deux pertes

dans les Yvelines, une en Savoie et une dans la Seine Saint-Denis. En revanche, la droite gagne un siège à Paris. Ce sont essentiellement les nouveaux sièges créés qui reviennent au PS et au PCF: 10 au total, contre deux seulement (en Vendée et en Haute-Savoie) à la «majorité». C'est justement dans les régions urbaines du Rhône et de la banlieue parisienne que la gauche a emporté ces nouveaux sièges de sénateur.

Entre le PS et le PCF, le résultat des dernières polémiques s'est quelque peu fait sentir: dans les départements où le scrutin était à deux tours, le report des voix ne s'est pas toujours effectué de manière complète. C'est le cas dans la Somme, où le candidat du PCF n'a pas récupéré toutes les voix socialistes, et dans la Seine et Marne, où le candidat socialiste a été

battu faute que tous les votants du PCF le soutiennent. En tout cas, il est surtout remarquable que ces partis, ainsi que les radicaux de gauche, n'aient pas pu mettre sur pied de listes communes. Dans le Vaucluse, les radicaux de gauche semblent d'ailleurs avoir bénéficié des voix de la «majorité», empêchant ainsi les socialistes de passer.

EN CAS DE VICTOIRE DE LA GAUCHE

Enfin, le sénat, dans le jeu politique qui se prépare pour l'après 78, sera comme prévu en mesure de jouer le rôle que lui assigne la «majorité»: ralentir, en cas de victoire d'une union de la gauche reconstituée, l'adoption d'un certain nombre de lois, et surtout, empêcher purement et simplement la révision de la constitution. En effet, il faudrait, pour la réforme de la constitution que prévoyait le programme de 72, et que continuerait certainement à prévoir un programme commun réactualisé, avoir recours soit au parlement (sénat plus assemblée nationale) réuni en congrès, soit à un référendum. Or, d'un côté,

une majorité de trois cinquièmes du parlement réuni en congrès est nécessaire; avec la composition du sénat, ce serait impossible de l'obtenir. Et, pour ce qui est du référendum, seul le président de la république peut décider de l'organiser: Giscard aurait donc la possibilité de bloquer le processus.

Aussi, les différentes formations politiques ont montré l'importance qu'elles accordaient à ces élections en tâchant de placer des hommes assez importants au Sénat. Du côté de la «majorité», quatre ministres se présentaient. L'un au moins, Fourcade, choisira certainement de rester au Sénat plutôt qu'au gouvernement. Il serait étonnant que ce soit contre l'avis de Giscard. De même, Mitterrand a pris soin de placer son bras droit Dayan, nouvel élu de Paris, à un poste de sénateur. Dans l'équilibre instable des rapports de forces politiques d'aujourd'hui, aucun détail n'est considéré comme négligeable par les états-majors bourgeois: ces élections sénatoriales en ont encore apporté la preuve.

Jean LERMET

PS-PC

A LILLE AUSSI RIEN NE VA PLUS

La liste des municipalités où de graves contradictions éclatent au grand jour entre les partis de gauche sur la gestion municipale, s'allonge d'un nouveau nom: Lille.

En effet, lors de la dernière réunion du Conseil de la Communauté Urbaine de Lille, le PS, Arthur Notebart, qui en est le président, a retiré leurs délégations aux trois vice-présidents PCF: Colin de Lille, Cornu de Tourcoing, et Duhamel de Roubaix.

Pas plus que les Thionvillois ne l'ont été par la polémique autour de l'affaire Pariset, les Lillois ne seront surpris que les rapports entre les deux partis prennent une tournure aussi aigüe. Les relations PC-PS à Lille sont en effet tendues de longue date. Les responsables socialistes se plaignaient de l'attitude du PCF qui n'hésite pas à se servir de ce qui se passe à la mairie, pour dénoncer la gestion socialiste, et tenter de soigner son image de marque de «meilleur défenseur» des intérêts populaires.

Cette fois, c'est au cours d'un débat concer-

nant la voie rapide programmée dans le nord par le ministère de l'Équipement, que s'est produit l'incident. Neuf conseillers du PCF décidant de s'absentier dans le vote sur la participation de la Communauté Urbaine au financement de cette voie, cela a déchaîné la colère de Notebart. Celui-ci, qui s'est taillé dans la région une solide réputation d'authentique gestionnaire capitaliste de la communauté dont il a la charge, fait partie de la vieille garde SFIO depuis plusieurs dizaines d'années et il est connu pour ne pas avoir changé d'un pouce dans son appréciation hostile sur le PCF. Devant l'atti-

tude adoptée par les conseillers PCF, il leur a lancé: «Je ne sais si ce sont là les retombées d'un air parisien, mais je ne laisserai jamais cette maison se transformer en théâtre de comédie. Je déteste la stratégie du soupçon. Votre cinéma ne durera pas toujours.»

Avant cette appréciation il avait reproché aux représentants du PCF de «ne pas respecter la promesse qu'ils avaient faite en commission de soutenir le projet».

Pierre Mauroy, numéro deux du PS et maire de

Lille, qui assistait à cette petite bataille, s'est refusé à tout commentaire. En revanche, la fédération du Nord du PCF a déclaré par la voix de son secrétaire: «Cette décision est d'autant plus inacceptable qu'on peut supposer qu'une mesure de rétorsion aussi grave de la part des dirigeants socialistes, n'a pu être prise qu'en accord avec la direction fédérale».

Parallèlement, le président du groupe PCF à la Communauté Urbaine a affirmé que cette décision était «inadmissible, de la part d'un élu socialiste qui, il faut le souligner, ne s'était jamais comporté ainsi avec la droite dans les années précédentes».

Les règlements de compte entre partenaires de la gauche, vont bon train dans les municipalités: bonne préfiguration de l'avenir s'ils arrivent au pouvoir.

François MARCHADIER

LE PCF ET LE CAPITALISME D'ÉTAT

Suite de l'éditorial

Ainsi, on le voit particulièrement bien, la querelle sur le mode de désignation du PDG des entreprises nationalisées, porte fondamentalement sur la possibilité qui sera laissée ou non, au PCF de collectionner les sièges dans les conseils d'administration, d'y détenir des leviers de commande importants. De même l'extension du champ des nationalisations, qui est au cœur de la querelle aujourd'hui, vise à accroître le nombre des entreprises où le PCF pourra éventuellement installer ses hommes à des postes de direc-

Mais alors, continuer pour son propre compte une nouvelle caste, une nouvelle couche pouvant disputer à l'actuelle bourgeoisie, les leviers de commande, n'est-ce pas exactement cela du capitalisme d'État. Du capitalisme parce qu'évidemment, dans ce remodelage des couches dirigeantes, les rapports d'exploitation qu'elles entretiennent avec le prolétariat et les masses populaires, ne sont en rien abolis. Et cela le PCF ne se donne même pas la peine de le nier ! Du capitalisme d'État parce que le PCF n'a d'autre possibilité pour conquérir cette position, que de faire étendre largement le secteur nationalisé, le secteur d'État, en essayant d'en prendre



Un mot d'ordre commun du PS et du PCF. Il resterait à s'entendre sur ce qu'il y avait dedans.

progressivement le contrôle. D'ailleurs, le type de société proposé par le PCF, existe déjà, en Europe de l'Est. Les désaveux timides et récents par le PCF des faits les plus honteux de la répression fasciste qui sévit dans la plupart de ces pays, ne peuvent effacer l'éloge perpétuel que pratique ce parti du fonctionnement économique des pays de l'Est, et de leur secteur nationalisé hégémonique. Pour le PCF, le capitalisme d'État qui sévit à l'Est c'est du socialisme, c'est «le socialisme au couleur de la France» que veut Marchais, même si comme en Pologne, on tire à la mitraille sur les ouvriers qui manifestent contre la hausse des prix.

Bien sûr, un tel projet de capitalisme d'État suscite une op-

position nette de la part de la bourgeoisie actuellement en place qui se refuse à céder même partiellement une partie de ses privilèges. Saisissant parfaitement la nature du projet du PCF, et les menaces que cela recelle non pas pour les travailleurs, mais pour elle, la bourgeoisie en place dénonce cette tentative, et la qualifie même parfois de capitalisme d'État. C'est ce qu'a fait Fabre, ou le *Nouvel Observateur* par exemple. Évidemment pour cette bourgeoisie il s'agit de conserver tous les postes de commande et de continuer avec l'aide de Mitterrand et de Fabre de faire payer la crise aux travailleurs plus durement encore que ne l'a fait Barre.

Le PCF de son côté essaie de tirer argument de sa polémique extrêmement vive avec la droite et ses partenaires, pour se poser devant les travailleurs comme le meilleur garant de leurs intérêts. On voit ainsi se profiler nettement, ce qui

sera une attitude constante du PCF après 78 ; prétexter le mouvement anti-capitaliste des travailleurs, pour essayer d'imposer à ses partenaires de la gauche des concessions supplémentaires favorisant son projet de capitalisme d'État, allant jusqu'à tenter de manipuler le mouvement dans ses affrontements avec la bourgeoisie en place.

Capitalisme actuel ou capitalisme d'État, évidemment les travailleurs refusent une telle alternative. Ils refusent de laisser leurs luttes, leurs revendications, leurs aspirations, dénaturées par le PCF, et mises au service de son projet de capitalisme d'État. Ils refusent de se voir imposer par un gouvernement Mitterrand la poursuite de plan Barre. Dès aujourd'hui ils doivent s'organiser pour mettre en échec ces deux projets, et pour faire prévaloir leurs véritables revendications, leurs aspirations révolutionnaires.

Club de la presse Marchais à répétition

Le débat s'était présenté comme l'*«événement politique du week-end»*, un événement bien ternes en vérité où Marchais a répété ce qu'il dit maintenant chaque jours sur toutes les radios. Marchais s'est ainsi abondamment lamenté, sur l'attitude des socialistes qui ne *«veulent même plus»* du programme commun de 72, une fois encore son discours était le suivant : le PS ne proposait que 100 nationalisations, le PCF en propose 1008 ; avec celle qu'entraînerait la nationalisation du pétrole, de Peugeot-Citroën, cela fait 1 400. Le PCF est parvenu à faire accepter par le PS d'en nationaliser 227 *«une liste qu'ils ont bricolé à la hâte sur le coin d'une table pendant une suspension*

de séance qui a duré deux heures (...). Nous ne mettons plus comme condition à un accord la nationalisation de Peugeot Citroën». De plus le PCF, se dit prêt à abandonner les nationalisations de filiale dont le contrôle majoritaire serait obtenu *«par les retombées de la nationalisation du secteur bancaire et financier»*.

Ce débat sans relief, aura seulement permis une fois de plus à Marchais d'exposer sur les ondes les contradictions qui l'opposent au PS dans sa lutte pour le pouvoir.

Vers la fin de l'émission, Marchais accusera toutefois la radio de ne pas lui avoir laissé le temps de parler de la *«vie des gens»*.

François MARCHADIER

Fausse manœuvre ?

Vendredi dernier, au lendemain de la rupture, des délégations, prétendument de la CGT, faisaient le siège du local du PS, place du Palais-Bourbon. La main du PCF était facile à deviner derrière. Lundi matin, à la première page de *l'Humanité*, un petit encadré indique : *«Le secrétariat du CC du PCF appelle les communistes à ne prendre part à aucune délégation se rendant dans les sièges du parti socialiste ou auprès de ses représentants pour faire connaître son point de vue sur la situation actuelle de l'union»*. Raison avancée : une déclaration de Defferre à Radio Monte Carlo, affirmant à propos de ces actions : *«Le PC veut-il la démocratie ou une démocratie populaire ?»*

Les responsables du PCF devaient pourtant bien s'attendre, en envoyant les premières délégations, à des réactions de ce genre. Alors, n'auraient-ils pas été tous d'accord entre eux sur cette initiative ? A moins qu'il s'agisse de précipitation... En tout cas, la direction doit estimer aujourd'hui qu'il vaut mieux, pour utiliser ces méthodes, attendre que le parti socialiste soit au gouvernement.

Le PS avec ou sans Marchais

La polémique à gauche permet à certains de caresser à nouveau des rêves de gouvernement socialiste homogène. Ce n'est pour l'instant que quelques uns des politiciens du PS qui osent plus ou moins ouvertement envisager cette formule. D'autres s'en tiennent à ce que déclarait Mitterrand cet été : *«Je ne vois pas pourquoi j'aurais supporté tous les inconvénients de l'union de la gauche si ce n'est pour en retirer un jour les avantages»*.

Tel n'est pas l'avis d'Edgard Pisani qui écrit dans *Le Matin* : *«Le problème est ainsi posé : les socialistes et les radicaux de gauche doivent-ils, peuvent-ils passer outre et tenter de gouverner la France ?»*

Oui, mais dans le droit fil du programme commun (...) avec les communistes, le socialisme dans la liberté est impossible, nous l'avons vu. Sans les communistes, il est plus facile à atteindre, plus facile à réaliser (...)

Plus que jamais pourtant il faut y tendre».

Dans le même journal, le même jour, Martinet, plus précautionneux mais non moins clair que son collègue Pisani envisage une semblable hypothèse :

«Les communistes redoutent, paraît-il, que les socialistes aillent seuls au pouvoir. Ce n'est pas leur intention et ce ne serait ni sage ni raisonnable. Mais admettons un instant qu'il en soit ainsi. Que ferait ce gouvernement socialiste homogène dont le spectre soulève tant de craintes ? Il commencerait par nationaliser les banques et les neuf groupes industriels désignés par le Programme commun.»

Comment réagirait le PCF devant une telle politique, qui suppose évidemment que députés socialistes, radicaux de gauche et communistes soient en majorité à la Chambre ? Pourrait-il prétendre un seul instant qu'il s'agit d'un *«remake»* dont le plan Barre ? Ne serait-il pas au contraire obligé de soutenir le gouvernement socialiste ?

Il le soutiendrait, me dira-t-on, comme la corde soutient le pendu : autrement dit, avec la volonté de la déborder à un moment ou à un autre. Admettons encore l'hypothèse. Où cela conduirait-il les communistes ? Ils pourraient certes contribuer à ruiner les chances de réussite de l'expérience ou encore pousser le gouvernement (ce qui serait pour lui un bien piètre triomphe) à se replier sur une politique dite social-démocrate. Il lui serait impossible de remplacer ce gouvernement par un autre qu'il dominerait avec le concours de socialistes *«honnêtes»* et de patriotes *«sincères»*. Paris n'est pas Prague et personne ne peut songer à y établir une *«démocratie populaire»*.

Mitterrand se refuse, pour sa part, à envisager ouvertement, pour le moment, cette hypothèse ; ainsi dimanche à Brioude, a-t-il déclaré : *«(...) Comment se fait-il que le PS soit l'objet d'une agression quotidienne : il est constamment dénoncé, accusé de tous les péchés du monde ; un jour, c'est que nous ne voulons plus des communistes au gouvernement, mais qui a dit ça ? Un jour, c'est que nous voudrions faire je ne sais quelle alliance de troisième force avec les partis au pouvoir. Mais qui se permet de dire ces choses, alors que depuis la création du PS au mois de juin 1971, pas une seule fois, dans aucun village de France, le PS n'a accepté une autre alliance que l'alliance de la gauche»*.

«(...) Au Portugal la ligne Cunhal a ouvert la voie à la ligne Soares, mais en France, la ligne Marchais ne fera pas changer les socialistes. Elle ne produira pas d'autres effets que de maintenir le PS dans l'axe fixé en 72.»

Il n'est pas insensé d'imaginer que Mitterrand compte sur l'intervention de quelques uns de ses témoins pour agiter *«le spectre»* d'un gouvernement socialiste homogène et ramener ainsi le PCF à plus de modération. Lui ne peut encore se le permettre.

MAUROY A NANTES

« Si l'accord (entre les partenaires de gauche) ne venait pas, le programme commun de 72 serait la base d'un programme gouvernementale »

CHEVÈNEMENT A BELFORT

« Il faut reprendre les négociations sur des bases nouvelles et, en attendant, éviter de dresser les militants de gauche les uns contre les autres. Tout peut encore être sauvé. L'idée que le parti socialiste pourrait, à la faveur d'un succès électoral appliquer seul sa version du programme commun, est une dangereuse illusion.»

INTERNATIONAL

Prorogation de l'accord SALT de 1972

A l'occasion de la reprise des négociations SALT sur les armements stratégiques, Carter a reçu le ministre soviétique Gromyko. Après cette visite, le président américain a annoncé que, en attendant qu'un nouvel accord intervienne éventuellement, les États Unis pourraient prolonger l'accord de limitation SALT de 1972 après le 3 octobre, date de son expiration normale. Dimanche Brejnev faisait connaître son accord. Cette prorogation n'entrave nullement la course aux armements puisqu'elle se fait dans des domaines non prévus dans cet accord : missile à têtes multiples, missile de croisière Cruise, bombe à neutrons, etc.

Un plan de Khadafi contre le peuple sahraoui ?

Le projet d'un règlement de la question du Sahara par une négociation entre États voisins excluant le peuple sahraoui se confirme. La semaine dernière Hassan II faisait voter la ratification d'un traité où il renonce à ses revendications territoriales en Algérie. Interviewé dans *Le Monde*, le président libyen Khadafi évoque un projet analogue : «une confédération maghrébine au sein de laquelle le territoire contesté du Sahara aurait sa place sous forme d'une entité politique qui reste à définir». Il envisage une tournée au Maroc, en Mauritanie et en Algérie dans les prochains mois.

Espagne : davantage de pouvoirs aux Cortes

Le premier ministre Suarez vient d'annoncer un projet de loi qui permettrait au parlement espagnol, les Cortes, d'exprimer une position négative sur les décisions du gouvernement. Actuellement, selon les lois franquistes encore en vigueur, le cabinet de Suarez n'est responsable que devant le roi et ne peut pas être renversé. La nouvelle loi pourrait permettre à Suarez d'élargir sa majorité.

D'autre part, Carrillo a lancé un nouvel appel au dirigeant du PSOE, Gonzalez pour une réunion commune destinée à trouver un accord sur «les mesures nécessaires à appliquer au pays». Jusqu'ici, le PSOE a refusé les propositions d'alliance du parti révisionniste espagnol.

Erythrée : offensive contre la garnison de Barentou

Les fronts de libération de l'Érythrée ont annoncé une offensive contre la garnison des troupes éthiopiennes d'occupation de Barentou. Quatre mille soldats y sont retranchés et ne sont ravitaillés que par voie aérienne, totalement isolés. La garnison est le seul verrou qui reste sur la route reliant la capitale, Asmara à la frontière soudanaise. Sa prise serait la dernière phase avant la chute d'Asmara.

Conférence de Genève : fausses concessions des sionistes

Le gouvernement sioniste a annoncé dimanche qu'il acceptait le plan américain pour une reprise de la Conférence de Genève. Le plan prévoit la participation d'une «représentation palestinienne» au sein d'une délégation arabe. L'acceptation de ce plan par Begin est assortie cependant d'importantes restrictions : la représentation palestinienne devrait être composée de personnalités de Palestine occupée qui ne soient pas des «membres connus de l'OLP». La délégation «panarabe» où serait représentée ces Palestiniens ne serait présente qu'à l'ouverture des négociations, les sionistes exigeant de ne discuter ensuite qu'avec des délégations des États arabes. Les réactions américaines à cette proposition des sionistes ne sont pas encore connues.

L'OLP a réaffirmé sa position ; elle est le seul représentant légitime du peuple palestinien.

Foyer calédonien

MENACE D'EXPULSION

Après un an d'occupation

Des concessions furent d'abord faites par la directrice, puis refusées par l'administration coloniale. Des mesures de répression allaient suivre : la direction expulsa d'abord deux résidents et, le 22 octobre, chasse des soldats Kanaks du contingent, en visite au foyer. Elle prétend alors imposer la fermeture du foyer à 22 heures.

Devant cette situation, l'ACF (Association des Kanaks en France) élabore une plate-forme revendicative et les résidents Kanaks décident d'occuper le foyer. Ils exigent l'abrogation du règlement raciste, l'ouverture du foyer aux soldats en permission et aux étudiants Kanaks de province de passage à Paris, la libre circulation des résidents, l'attribution des chambres aux étudiants calédoniens issus des couches les plus défavorisées, etc.

• Mardi, les stagiaires et étudiants kanaks qui occupent à Paris le foyer calédonien depuis onze mois, doivent comparaître devant le juge des référés de Paris, l'administration française réclamant leur expulsion.

Le 8 octobre 1976, la direction du foyer faisait arracher une affiche posée par les résidents, qui dénonçait l'odieuse exposition coloniale : «La France aux quatre coins du monde», organisée à Paris, par Stirn. Les résidents se réunissaient alors pour exiger la révision du règlement réactionnaire et raciste, la liberté d'expression dans le foyer et la création d'un comité de gestion.

Pendant onze mois, les résidents du foyer organisent la popularisation de leur lutte à Paris et organisent de nombreuses réunions sur le colonialisme en Nouvelle-Calédonie, situant clairement leur lutte dans le cadre de la lutte pour l'indépendance du peuple Kanak. Ils reçoivent le soutien de nombreuses organisations d'étudiants et de travailleurs des autres colonies, ainsi que de l'Union départementale CFDT.

La lutte des résidents du foyer calédonien de Paris a rencontré un large écho et un large soutien en Nouvelle-Calédonie même, malgré une campagne effrénée de la presse colonialiste. Des meetings, des manifestations et des souscriptions ont été organisées, en particulier par les partis qui luttent pour l'indépendance (Parti de libération kanak et Front uni de libération Kanak).

Depuis près d'un an, l'administration coloniale a

refusé de céder et a refusé de négocier. Elle a bloqué la subvention de l'assemblée territoriale allouée au foyer, coupé le téléphone et le chauffage pendant l'hiver. Des pressions, des menaces ont été exercées contre des étudiants d'administration a tenté d'intimider les résidents en les prenant un par un. Pourtant, la grande majorité a continué la lutte et l'occupation.

Contre les résidents, l'administration coloniale a constitué un dossier pour obtenir leur expulsion. Cette procédure engagée est illégale dans la mesure où l'administration n'a pas prévenu l'Assemblée territoriale dont le foyer dépend. De plus, l'assemblée tenant sa première session mardi, les partis qui luttent pour l'indépendance pourraient en bloquer le fonctionnement pour protester contre ce procès.

ÉRYTHRÉE :

15 ANNÉES DE LUTTE

PAR Y. EL KHALIL ET J.P. CHAMPAGNY

La situation de la lutte aujourd'hui

Alors que, depuis 1974, le nouveau régime éthiopien, le DERG, a poursuivi la politique chauvine de l'empereur, Haïlé Sélassié, la lutte du peuple érythréen a connu un nouvel essor. Cette lutte est aujourd'hui dans une phase décisive, la quasi-totalité du territoire échappant à l'autorité d'Addis-Abeba.

Depuis le début de l'année, quand il a été assuré du soutien et de la fourniture d'armes de l'URSS, le chef de la junte, Mengistu, a entrepris de rassembler et d'organiser des «milices paysannes», pour une «marche rouge» contre le peuple d'Érythrée. La première marche, l'année dernière, avait été un échec : les milices étaient mal équipées en armes, et beaucoup de désertions et de mutineries se produisirent.

En juillet, le régime éthiopien envoyait par avion à Asmara plusieurs milliers d'hommes pour renforcer les 30 000 hommes d'Addis-Abeba déjà à pied d'œuvre. Il tentait en même temps une offensive dans les provinces méridionales de l'Érythrée. La nouvelle marche se solda également par une défaite cuisante : plusieurs centaines de marcheurs tués, 3 500 faits prisonniers. Les mouvements de libération reprirent deux villes importantes : Keren (la deuxième ville industrielle) et Agordat. D'autre part, l'armée de Mengistu devait au même moment faire face à l'offensive du Front de Libération «de la Somalie occidentale» en Ogaden.

A la fin du mois d'août, les forces éthiopiennes ont tenté une percée autour d'Asmara. Elles étaient soutenues par des avions dont les pilotes étaient «étrangers à l'Afrique». Cette attaque fut également un échec : l'armée éthiopienne y laissa un millier de morts.



Aujourd'hui les forces de libération du peuple d'Érythrée contrôlent plus de 90 % du territoire. Seules restent de manière permanente aux mains des forces éthiopiennes, trois villes : Asmara, la capitale, Massawa et Assab.

Des siècles de domination étrangère

L'Érythrée est un pays peuplé de 4 millions d'habitants appartenant à plusieurs nationalités et à plusieurs confessions. D'une superficie de 119 000 km carrés, l'Érythrée bordée par le Soudan au nord, ferme l'accès de l'Éthiopie à la mer Rouge, et représente de ce fait une plaque sensible dans la région.

Vers la fin du 19^e siècle, l'Italie colonise le pays, qui était sous domination turque depuis le 16^e siècle. La colonisation italienne, qui s'étend de 1885 à 1941, est marquée à ses débuts, par de violentes manifestations et insurrections. Lorsque la défaite de l'Italie fasciste en 1941 fait perdre à celle-ci ses colonies d'Afrique, l'Érythrée est mise sous administration anglaise. Les partis qui luttent pour l'indépendance se ren-

forcent et réclament l'autodétermination. Mais en 1949-50, des agents du régime éthiopien provoquent une série de troubles en Érythrée, assassinant plusieurs personnalités ; ils attaquent les sièges des partis réclamant l'indépendance et demandent le rattachement de l'Érythrée à l'Éthiopie.

En décembre 1950, le problème de l'Érythrée est posé à l'ONU. Obligée de tenir compte de l'aspiration à l'indépendance du peuple érythréen, mais soumise en même temps à la pression des États Unis qui entretiennent des liens étroits avec l'Éthiopie, l'ONU vote la résolution 390 qui impose entre les deux pays, une «fédération», sous domination éthiopienne.

Deux ans plus tard, l'Éthiopie livra aux USA la base de Kagnaw à Asmara, en Érythrée. Des manifestations vont éclater contre la présence éthiopienne en Érythrée mais le régime d'Haïlé Sélassié, veut aller plus loin dans sa main-mise. Le 14 novembre 1962, il annexe l'Érythrée, qui devient la 14^e province de l'Éthiopie.

Avant même l'annexion en 1960, naît le FLE (Front de Libération de l'Érythrée) et le 1^{er} septembre, c'est la première opération armée.

(à suivre)

Bologne : Rassemblement contre la répression

50 000 MANIFESTANTS DIMANCHE

● C'est par une manifestation de plus de 50 000 personnes dénonçant la politique d'austérité de la démocratie chrétienne et le soutien du parti de Berlinguer à cette politique, que s'est terminé dimanche le rassemblement de Bologne contre la répression. Ce rassemblement avait été organisé à Bologne parce que c'est là que la municipalité révisionniste avait particulièrement soutenu la répression en mars dernier. A part quelques heures

Les contradictions entre organisations, mais aussi entre organisations et non organisés (les «autonomes») ont, le premier jour paralysé quelque peu la tenue des débats. Alors que Lotta Continua proposait un ordre du jour avec des forums par thèmes, les «autonomes» préconisaient une vaste assemblée générale permanente qui aurait rassemblé plusieurs dizaines de milliers de participants pour traiter de tous les sujets à la fois ! D'autre part, alors que la majorité des militants accusait clairement le parti de Berlinguer, le groupe «démocratie prolétarienne» avançait la position : «unité antifasciste contre la démocratie chrétienne».

Des militants du PCI

étaient présents au rassemblement. Certains, souvent de vieux militants, venaient par curiosité ou sympathie, pour discuter des perspectives que proposent les révolutionnaires qu'ils refusent d'identifier à des fascistes, comme Berlinguer. D'autres, tenants fermes de la ligne du parti révisionniste étaient venus pour «récupérer» : avec eux, la discussion était nettement plus difficile.

Etant donné la diversité et la confusion du mouvement, l'intérêt des débats variait beaucoup suivant les forums. Un débat organisé sur la question de savoir s'il était possible ou non de déclencher la lutte armée en Italie aujourd'hui n'a débouché sur rien, si ce n'est des affrontements

verbaux puis physiques entre différents groupes. Les bavardages des «intellectuels français» comme Guattari, flanqué de Macciocchi (accusée par certains de vouloir devenir la «mamma» du mouvement) n'ont pas fait recette. Leurs nombreux discours étaient sans rapport avec les problèmes que se posent les révolutionnaires en Italie.

C'est un forum consacré aux perspectives d'organisation des travailleurs qui refusent la politique du PCI qui a donné lieu aux débats les plus riches et les plus significatifs. De nombreux travailleurs, venus de toutes les régions d'Italie, ont pu, pour la première fois, confronter leurs expériences de lutte

contre le révisionnisme. Des intellectuels, parmi lesquels des médecins ayant enquêté à Seveso ont fait des propositions pour servir le peuple. Alors que beaucoup de groupes ont tendance à morceler les luttes, apparaissait dans ce débat un courant qui tend à lier les luttes des «marginati» (chômeurs, étudiants) au combat de la classe ouvrière. Ce forum a débouché sur la perspective d'une réunion nationale des travailleurs qui aujourd'hui, organisent l'opposition révolutionnaire dans les usines.

Correspondant de
Bologne

Afrique du Sud : Après l'enterrement de Steve Biko

LA COLERE AFRICAINNE

Vingt mille Africains venus de tous les coins du pays ont assisté dimanche aux funérailles de Steve Biko, fondateur du mouvement «Conscience noire» assassiné dans sa prison par les racistes. Le jour même des obsèques, la thèse, avancée avant toute enquête par le ministre Kruger d'une mort causée par une grève de la faim, était dénoncée. Le journal *Sunday Express*, citant des extraits du rapport médical révélait que Biko était mort d'un traumatisme cérébral.

Les discours prononcés à l'occasion des obsèques ont été de véritables actes d'accusation contre le régime de Vorster. Farouk Meer, dirigeant de la communauté indienne, a déclaré : «La mort de Steve a été causée par cet apartheid bestial qui opprime ce pays, suant le sang par tous ses pores». Fitele Bam, militant du comité de soutien aux prisonniers a dit : «Sa mort nous fait bouillir de douleur, de colère et d'impatience. Nous, peuple noir, nous nous sommes

toujours retenus, mais cela ne peut plus durer».

La colère du peuple d'Afrique du Sud après ce nouvel assassinat n'a pas tardé à se faire sentir : dans un ghetto d'East London, port de la côte Est, des milliers de Noirs de retour des obsèques de Steve Biko ont manifesté et affronté la police de Vorster. Les flics ayant tiré et blessé deux d'entre eux, les manifestants ont violemment riposté à coups de pierres : deux policiers racistes ont été tués.

L'hypocrisie des impérialistes

Alors que l'impérialisme US, malgré toutes ses déclarations ne fait rien contre le régime raciste, ses représentants ont à nouveau fait de la démagogie à l'occasion des obsèques de Biko. L'ambassadeur américain était présent, et l'ambassadeur à l'ONU, Young avait envoyé une couronne.



Allemagne

Alors que Schleyer est maintenant détenu par ces ravisseurs depuis 20 jours, il semble certain, malgré la censure, que le gouvernement allemand a, à nouveau, reçu un film vidéo prouvant que le dirigeant du patronat est toujours vivant.

Liban

Bien qu'un cessez-le-feu ait été décrété

dimanche à dix sept heures et accepté par la Résistance Palestinienne, des tirs d'artillerie ont repris au Sud-Liban dans les heures qui ont suivi.

USA

A Mobile, en Alabama, une manifestation des racistes du Ku Klux Klan a eu lieu. Plusieurs centaines de contre-manifestants noirs ont affronté les racistes et la police.

Les fascistes au secours du patronat de Grunwick

L'organisation d'extrême-droite, «Silent Majority and Self-Help» : (Majorité silencieuse et Auto-défense) a offert au patron de Grunwick-Films de détruire l'activité syndicale et d'écraser la grève qui paralyse l'entreprise depuis un an. Cette grève, soutenue de façon très militante par les syndicalistes est aujourd'hui le symbole de la combativité des travailleurs. «Silent Majority and Self-Help» offre de soutenir financièrement la direction de Grunwick, promet d'empêcher les coupures de gaz, d'électricité et d'eau souvent opérées spontanément par les grévistes et les travailleurs qui les soutiennent. Elle envisage également de pallier le boycott par les fournisseurs en faisant venir d'ailleurs, y compris de l'étranger, les produits nécessaires au fonctionnement des laboratoires photo.

Les ouvriers de Ford dénoncent l'anarchie capitaliste

Depuis le 13 septembre les ouvriers des usines de Dagenham refusent de monter des éléments de Cortinas parce que ceux-ci sont ensuite expédiés à Genk (Belgique) et à Cork (Irlande) pour y être assemblés. 160 Cortinas reviennent ensuite chaque jour en Grande-Bretagne pour y être vendues plus chères que si elles étaient terminées sur place. Les ouvriers affirment que les capacités de montage de Dagenham ne sont pas utilisées à plein et exigent que des emplois soient créés sur place au lieu de développer les importations : 50 % des voitures vendues en août 1977 étaient importées.

Les adhérents du syndicat des métallos protestent contre le vote truqué du TUC

De nombreuses lettres d'adhérents et d'organisations de l'AUEW remontent au Comité Exécutif du syndicat, protestant que la majorité du syndicat s'est prononcée pour un retour immédiat à la liberté des salaires et qu'au Congrès de l'Union des Syndicats leur décision a été transformée de manière inadmissible en soutien au freinage des salaires.

Mais le Comité Exécutif se refuse à convoquer une réunion extraordinaire du Comité National pour le saisir de cette question : il faudra attendre la réunion ordinaire du 14 novembre.

Grande-Bretagne, 17 septembre 1977

Zimbabwe : vers une discussion à l'ONU

Les pays de première ligne qui soutiennent la lutte du peuple du Zimbabwe, se sont réunis à Maputo au Mozambique. Ils ont décidé d'accepter le plan anglo-américain comme «base de négociation». Le Front Patriotique du Zimbabwe avait rejeté le plan qui ne prévoit pas le démantèlement de l'armée raciste. Plus que d'une divergence, il s'agit probablement d'un partage des tâches entre les États africains et le Front : la position des pays de première ligne peut permettre d'arracher de nouvelles concessions aux impérialistes et favorisera la discussion de la question du Zimbabwe à l'ONU cette semaine.

Deux nouvelles opérations des guerilleros ont été annoncées la semaine dernière : ils ont attaqué un train à la roquette et avec des armes légères près de la ville frontalière de Victoria Falls au Nord-Ouest. Ils ont fait sauter un train de marchandises sur la voie ferrée entre Umtali (frontière orientale) et la capitale Salisbury.

abonnez-vous



LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement à

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRmi
- Pèkin Information
- La Chine en Construction
- Reception du Manifeste pour le Socialisme

et à un livre ou un disque au choix

- Le tome V de Mao Tsé Toung, dès sa parution en France

Ou parmi les livres :

- Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste (Paule Lejeune)
- + La Commune en bandes dessinées
- Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
- Ma plume au service du prolétariat (Haoran)
- Les enfants de Xisha (Haoran)
- Danger ! Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFDT, CGT, FEN)
- La Commune de Paris (Lissagaray)
- La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc)

Parmi les disques :

- Kan Bale lu poblek breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- Viva la Vida, Carlos Andreou
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustafa El Kurd et la troupe de Balaine
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC
- Au choix, disques chiliens : Checca
- Chile Resistencia
- Naussac et La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants
- Ki Du (Gilles Servat)
- Ça branle dans le manche (François Tusques)
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)

sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes (liste sur demande)
- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRmi

NOM (en capitales)
 Prénom
 Adresse
 Ville Date :

Abonnement normal 350 F
 Abonnement de soutien 800 F
 ... F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix. Découpez suivant le pointillé et renvoyez au Quotidien du Peuple.

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
 Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages.

DANS NOTRE COURRIER

L'attentat contre les cimenteries Vicat à Eymieux

UNE ERREUR POLITIQUE ET NON UNE PROVOCATION !

● A la suite de l'article : «Grenoble, terrain d'expérimentation pour la stratégie de la tension», deux lecteurs nous ont écrit pour

exprimer leur désaccord sur la façon dont nous présentions l'attentat contre les cimenteries Vicat.

Un risque d'isolement

(...) On peut lire dans le QdP du 17 : «Mercredi dernier, une charge de plastic explosait à la cimenterie Vicat, près de Creys-Malville, faisant d'importants dégâts. Un mystérieux individu revendiquait cet attentat par téléphone, prétendant qu'il était dirigé contre le sur-générateur Super-Phénix et destiné à venger les incidents de Malville. La veille dans France-Soir, un article prenant l'affaire Conty pour prétexte, développait la thèse de «Grenoble, carrefour du gauchisme». Les dernières provocations : attentat contre l'imprimerie VRA, attentat à la cimenterie Vicat, visent ces comités (Malville.)»

D'un côté, l'attentat fasciste contre VRA, qui a donné prétexte à une perquisition en règle de cette imprimerie, dont l'activité extérieure était axée sur la préparation des manifestations contre Superphénix.

De l'autre, l'explosion aux cimenteries Vicat, dont se félicitent les comités Malville de Grenoble. Ce genre d'actions arrêtera-t-il Superphénix, même si elles se multiplient ? Evidemment non ! Mais dans ce cadre précis, ce n'est en aucune façon assimilable à des provocations policières. Au lendemain du 31 juillet, cette «forme de lutte» rencontre une large adhésion dans les comités. Cela s'expli-

que : alors que l'opposition au sur-générateur grandit, la construction s'accélère.

La marche du 31 a été une victoire politique, chèrement payée par les manifestants : un mort, une centaine de blessés. Devant ce lourd bilan, beaucoup en viennent à privilégier l'action de petits groupes par rapport aux actions de masse.

Au lendemain du 31, les Comités Malville ont rencontré un fort courant de sympathie, ils sont interpellés sur des questions telles que : la croissance, les ressources d'énergie et le profit, l'union de la gauche et la société qu'elle nous prépare. Fournir la réponse à ces interrogations conditionne l'adhésion à la lutte contre Superphénix.

En quoi les actions comme celles de Vicat peuvent donner ces réponses ? Il faut noter que le PCF a sauté sur l'occasion pour associer à un rassemblement de protestations la CGT de Vicat, opposée à Superphénix. Celle-ci a réaffirmé son opposition au sur-générateur tout en disant que ce n'est pas en faisant exploser Vicat qu'on l'arrêtera. Les Comités Malville étaient absents de ce rassemblement, laissant le champ libre au PCF ; il aurait été intéressant qu'ils viennent défendre leur point de vue devant les ouvriers de Vicat ; de ces confrontations peuvent naître des perspectives d'action dont

les masses seraient partie prenante.

Plus que jamais, il est nécessaire de faire un vaste travail d'information,

ce serait une grosse erreur de l'extrême-droite. De toutes façons, une parcelle de réflexion suffirait à montrer la différence : - les attentats contre la bourse du travail et contre VRA visent des outils effectivement au service des travailleurs et du mouvement de masse (ou au moins dans une large mesure) ; - Le sabotage des carrières Vicat vise un bien de production qui appartient à des capitalistes engagés comme bien d'autres dans l'exploitation des travailleurs, via toutes les aventures technologiques du nucléaire. Que Vicat ait un bull de plus ou de moins, ça ne porte pas le moindre tort à la classe ouvrière, mais c'est toujours une sanction économique contre Vicat (...)

«Une sanction économique contre Vicat»

Chers amis,

Votre article du 17 septembre «Grenoble, stratégie de la tension» me paraît extrêmement dangereux. A travers une analyse d'articles de France-Soir et du Parisien Libéré, il remet certes les choses au point concernant le GBU, le campus, etc. mais, et c'est vraiment très grave, c'est pour se lancer ensuite dans un amalgame digne du P«C»F (...)

Si le camarade qui a fait cet article vivait un peu à Grenoble, il saurait que les comités Malville de Grenoble ont officiellement approuvé l'action contre les Cimenteries Vicat qui fournissent le chantier de Superphénix ; il saurait aussi que la thèse qu'il présente dans son article est exactement celle du PC-PS. Si le comité Malville s'est ainsi engagé, lui si prudent

d'habitude, ce n'est pas pour répondre aux ordres de l'extrême-droite.

De toutes façons, une parcelle de réflexion suffirait à montrer la différence :

- les attentats contre la bourse du travail et contre VRA visent des outils effectivement au service des travailleurs et du mouvement de masse (ou au moins dans une large mesure) ; - Le sabotage des carrières Vicat vise un bien de production qui appartient à des capitalistes engagés comme bien d'autres dans l'exploitation des travailleurs, via toutes les aventures technologiques du nucléaire. Que Vicat ait un bull de plus ou de moins, ça ne porte pas le moindre tort à la classe ouvrière, mais c'est toujours une sanction économique contre Vicat (...)

Manifestation à Malville le 30 juillet



Ces camarades ont raison de rejeter la présentation que nous avons faite de l'attentat aux cimenteries Vicat qui n'est pas, contrairement à ce que nous avons écrit, une provocation contre les comités Malville, assimilable aux autres attentats.

Jugement hâtif, et erroné, de notre part puisque les Comités Malville ont approuvé cette action.

Si on ne peut pas l'assimiler à une provocation, cette action semble, pour notre part, être une erreur. Cette action n'a pas fait progresser le rapport de force politique contre Superphénix, elle n'était pas en mesure de le faire. Elle a plutôt donné des armes à ceux qui veulent isoler les comités Malville, en ne contribuant pas, au contraire, à la mobilisation contre la centrale ; en risquant, par l'incompréhension que peut susciter dans les masses une telle action, dans les circonstances présentes, de faire oublier la justesse du combat contre

le programme nucléaire.

Témoin de ce danger, le meeting tenu aux directions syndicales, le lendemain de l'attentat, et l'exploitation qu'ont tenté de faire de l'attentat PS et PCF. Nous partageons l'analyse du camarade qui met l'accent sur la nécessité d'élargir l'information et de répondre aux interro-

gations politiques à propos du programme électro-nucléaire et de Super Phénix.

Les comités Malville locaux et ceux de Grenoble ont beaucoup œuvré dans ce sens. Il serait regrettable d'abandonner cet acquis au profit d'actions de sabotage qui, de toutes façons dans les conditions actuelles, ne peuvent arrê-

ter la construction de Super Phénix, mais donneront, en fin de compte, des armes supplémentaires aux partisans du programme nucléaire. Il est primordial aujourd'hui d'élargir la mobilisation en relançant les comités Malville sur les quartiers et le travail d'explication sur les entreprises, en direction des travailleurs.

PROGRAMME TÉLÉ

Lundi 26 septembre

TF 1

19 h 00 - Recherche dans l'intérêt des familles.
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les choses de la vie. *Film dramatique*
21 h 55 - Débat : les transports de l'an 2 000
23 h 00 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Les formations politiques : Le centre des démocrates sociaux
20 h 00 - Journal
21 h 55 - Portrait de l'univers
22 h 50 - Bande à part
23 h 20 - Journal et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Cinéma public : «*La ronde*»
22 h 15 - Journal et fin

Mardi 27 septembre

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Pour les jeunes
19 h 00 - Recherche dans l'intérêt des familles
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 30 - Show machine
21 h 35 - Monde sans frontières. *La Grèce*
22 h 25 - Pleine page
23 h 25 - Journal

A 2

15 h 55 - Aujourd'hui magazine
17 h 55 - Fenêtre sur...
18 h 25 - Dorothee et ses amis
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - En ce temps-là, la joie de vivre
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Dossier de l'écran. *La Dolce vita*
23 h 30 - Journal

FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Westerns, aventures. *Les prairies de l'honneur*
22 h 10 - Journal

LOGEMENT

«Habiter c'est vivre»

LES MEUBLES DE LA SOCIÉTÉ LIBÉRALE AVANCÉE

Du 15 septembre au 9 octobre, au grand Palais, ameublement, moquettes de maison grandeur réelle : c'est l'exposition «habiter c'est vivre» dans le cadre du salon des artistes décorateurs.

«Habiter c'est vivre», cette formulation concentre assez bien ce que les organisateurs ont voulu faire et les orientations des recherches en matière d'habitat et d'ameublement qui sont présentées.

L'exposition répond aux préoccupations politiques du réformisme giscardien très directement, bien qu'il n'y soit fait aucune allusion. Un des thèmes majeurs de cette politique est, non pas le confort maximum par accumulation d'appareils ménagers, mais la recherche du cadre de vie. La maison individuelle ou, faute de mieux l'appartement est le lieu où, dans le discours giscardien se règlent les problèmes et contradictions sociales. L'exposition du Grand Palais tente d'illustrer cette politique : trouver solution aux problèmes sociaux et d'environnement à l'intérieur des murs rassurants de l'appartement.

D'emblée l'exposition se présente comme proposition de «solutions concrètes pour l'amélioration du cadre de vie» : les logements dans la société que nous vivons sont inconfortables, bruyants, des cases anonymes dans un univers massif de béton, chers à

meubler et entretenir, difficiles à aménager, ... sauf pour les bourgeois, mais dans ce cas ils portent la marque de la classe qui les habite. A tout cela, l'exposition veut donner une solution. Le luxe, via le «design», l'utilisation de matériaux sobres : bois ordinaires, couleurs discrètes, formes simples, apparaît beaucoup moins tape à l'œil et presque rustique, il se fait discret. Par contre le bourgeois auquel l'exposition s'adresse, plutôt le cadre supérieur trouve un cadre de relaxation et de bien être pour le reposer des agressions de la vie extérieure : sauna, salle de gymnastique, salle de formes très arrondies...

Il y a aussi réponse aux questions posées par le logement «social». Sont présentés cinq programmes d'équipements mobiliers pour HLM. D'après une enquête effectuée par un architecte, 30 % des habitants de HLM sont meublés avec des caisses. Sérieux manque à gagner pour les marchands de meubles ! Aussi les solutions proposées sont-elles un crédit global du type crédit pour l'accession à la propriété, et des meubles meilleur marché que la traditionnelle salle à manger ou chambre à coucher. Les meubles proposés sont plus simples, moins lourds et composables à partir de modules. La crise a conduit les producteurs de meubles à faire du bon

Cité Sollac-Sacilor à Guenange (Moselle).



Comment meubler un appartement qui prend l'eau. marché pour ne pas perdre la clientèle populaire. avec un étage réservé aux enfants.

La conception qui préside dans l'ensemble de l'exposition n'est pas nouvelle, c'est celle de l'intérieur «refuge» : la ville prive l'homme de la nature d'espace et de tranquillité, elle reproduit les oppositions de classe... l'appartement doit atténuer ces problèmes, donner un peu de tranquillité, de nature, avec des grands bacs de plantes vertes, donner l'illusion d'un micro univers modelable.

Autre préoccupation : atténuer les contradictions familiales que l'exiguïté des logements et leur disposition développent. Une maison propose une solution à cette question

Bien présentées, souvent d'aspect agréable, les maisons présentées semblent toutefois de grandes maisons de poupée, d'un monde imaginaire où la bourgeoisie aurait gommé toutes les contradictions sociales. Les visiteurs de l'exposition, paraissent pour la plupart conscients que l'univers qu'ils découvrent au Grand Palais relève plus du jeu de construction que de la solution de leurs problèmes d'ameublement.

Tous les jours sauf mardi au Grand Palais à Paris de 10 h à 22 h. Dimanche de 10 h à 20 h. Entrée 10 F. Jusqu'au 9 octobre.

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Edition Denoël

77^e épisode

Je suivis ses instructions. Il me rejoignit sur le quai de Stalingrad où je m'étais enfouie dans les hautes pages de mon journal. Cela le fit rire. Il tapa du doigt sur le papier et me dit que nous irions aux Ternes.

— Près de l'Étoile. Je crois que c'est un bon quartier.

Arezki avait soigné sa tenue. Il portait une chemise blanche, une cravate cachée par une écharpe, et son costume marron, luisant d'usure, était d'une propreté parfaite.

Enfin, je vis Paris la nuit, celui des clichés et des calendriers.

— Tu aimes ça ?

Arezki s'amusait. Il proposa que nous marchions jusqu'à l'Étoile pour retourner ensuite par l'autre trottoir. Ce devait être facile de se fondre et de devenir soi-même un élément du décor. Avoir conscience d'être à sa place dans cette belle ville, être intégré, être comme, être dans...

Nous discutâmes un bon moment de l'accident du Magyar. L'un comme l'autre, nous avions froid. Arezki jeta un coup d'œil sur les cafés en passant. « Il craint sans doute que ce ne soit cher. Dans trois jours la paye, il doit être comme moi, presque raide. »

En redescendant vers les Ternes, il me dit : « tu as froid », et nous entrâmes dans un établissement où la terrasse était chauffée. Mais il préféra l'intérieur, choisit deux places et commanda deux thés. C'était toujours le même processus. Les voisins nous considéraient en silence pendant quelques secondes et il était facile de déchiffrer leurs pensées. J'essayai de me dire : « Quoi, c'est Paris, c'est la ville des proscrits, des fuyards du monde entier ! On est en 1957. Est-ce que je vais perdre contenance pour quelques regards ? Nous sommes un objet de scandale dans ce beau quartier. Faut-il en vouloir à ces gens ? »

... Mais que fait la police ? Voir un de ces types-là s'asseoir à vos côtés, dans un endroit convenable où vous avez donné rendez-vous à quelque belle fille que vous accompagnerez dans votre voiture garée tout près de là, voir un Arabe accompagné d'une Française ! — elle est française et boniche assurément, ça se devine à son allure. — On est en guerre avec ces gens-là... Que fait la police ? Non, pas les faire souffrir, nous

sommes humains. Il y a des camps, des résidences où les assigner. NET-TO-YER Paris. Celui-ci a peut-être une arme dans sa poche. Ils en ont tous...

Chacun de leurs regards disait cela. Le thé avait perdu son parfum troublant du vestiaire. Il me parut fade et je remarquai l'impatience d'Arezki. Il me fit signe et nous sortîmes. Par la suite, je me rendis compte qu'il se méfiait, souvent à tort, de ceux qui le dévisageaient. Il voyait la police partout et craignait les provocateurs.

Dans la nuit épaisse des rues transversales que nous avions prises, j'avais tous les courages. Nous allions sans hâte, un peu contractés par le froid. Arezki avait perdu la réserve déroutante des premiers soirs. Il me dit encore « la chance » quand je remarquai comme il parlait bien notre langue.

Derrière une fenêtre, au rez-de-chaussée d'un immeuble d'angle, nous vîmes un chat qui regardait la rue. Arezki se mit à rire.

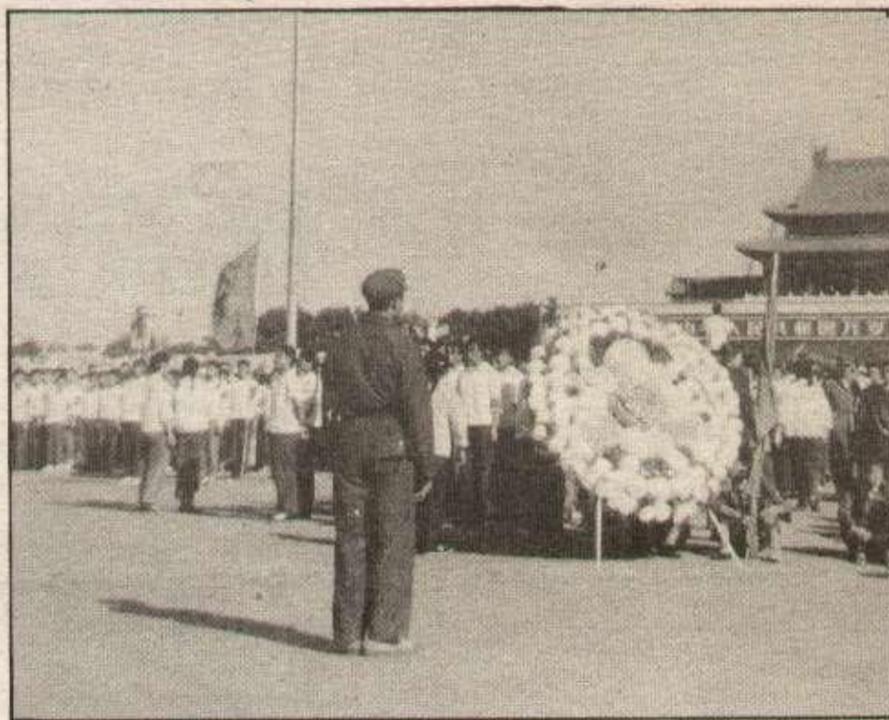
— C'est bien d'un chat de se mettre derrière un carreau. Quand j'étais chez nous, il y avait un chat. J'étais fou de lui, mais lui s'échappait toujours. Je me demande maintenant de quoi il vivait, comment il mangeait, il n'y avait jamais de restes.

— Qu'est-ce que tu veux que je te raconte ? dit-il, comme je le questionnais sur son enfance. La misère, la misère, la misère.

Il avait un frère, débrouillard et costaud, qui, parti pour Alger, avait successivement travaillé comme garçon de bains, docker, marchand de beignets. A l'âge de treize ans, Arezki l'avait rejoint, et il avait, lui aussi, été garçon de bains. Il dormait la nuit dans le hammam. **à suivre**

LA CHINE A L'HEURE DU XI^e CONGRÈS

Reportage réalisé par la délégation du *Quotidien du Peuple* en Chine



Pékin, le 9 septembre 1977 :

L'HOMMAGE À MAO TSE-TOUNG

Sur la place Tien An Men, immense esplanade rectangulaire, d'un seul niveau, la Chine nouvelle, révolutionnaire, s'est réapproprié les témoins séculaires du passé impérial.

Des milliers de travailleurs, chaque jour, côtoient de plain pied, les symboles et la mémoire des luttes passées. Car ce sont leurs luttes et leurs propres victoires qui sont inscrites ici.

Au nord de la place, le pavillon fortifié qui gardait l'entrée de la Cité interdite, c'est aujourd'hui avant tout la tribune d'où Mao Tsé-toung a proclamé en 1949 la fondation de la République Populaire, la tribune d'où il passait en revue dans les grandes solennités, la population de Pékin, les délégations venues du pays tout entier, et pendant la Révolution Culturelle, les centaines de milliers de gardes rouges qui affluaient dans la capitale. Ce pavillon rouge, sous les porches duquel passent les vélos, c'est lui qui, sur l'emblème de la République Populaire, figure l'indépendance et l'unité reconquise de la Chine Socialiste.

A l'Ouest, les bâtiments récents de l'Assemblée Nationale Populaire et à l'Est, ceux du musée de la Révolution.

Dès les derniers jours d'août, en fin d'après-midi, après le travail, les attroupements les plus denses se formaient au sud de la place, à quelques dizaines de mètres devant les grilles du mémorial, entouré de pins verts, qui venait d'être achevé.

Plusieurs jours avant l'anniversaire du 9 septembre, sans hâte, régulièrement ont commencé à affluer dans la journée mais surtout le soir, des cortèges : en tête, chaque fois, une couronne de fleurs de papier, jamais la même, mais toujours avec du blanc, couleur de deuil en Chine. Chaque cortège représentait une usine, une entreprise, un bureau ou une école de Pékin et allait déposer sa couronne au centre de la place, aux pieds de la stèle des martyrs de la révolution, ou bien encore dans les tribunes, devant la porte Tien An Men. Chaque fois, une brève allocution était prononcée, un serment de fidélité à la ligne révolutionnaire de Mao Tsé Toung.

Les couronnes, avec les rubans portant le nom de l'entreprise et un texte bref, de nombreux travailleurs circulaient entre elles les examinaient, et les lisaient attentivement.

Très rarement, elles portaient l'effigie même de Mao. Mais souvent, sur fond rouge, la faucille et le marteau, ou l'étoile, sigle de l'organisation de jeunesse, ou bien encore l'image du mémorial. La fidélité qui se marquait ainsi semblait porter, au delà même de l'attachement à la personne de Mao Tse Toung, à son œuvre et à ses enseignements.

Le jour du 9 septembre

Le jour-même du 9 septembre, en début d'après-midi, la place était étonnamment vide et silencieuse sous un ciel terne. La journée n'était pas chômée.

10 000 personnes autour du Comité central, du Comité perma-

fourneaux, aciéries et laminoirs étaient en pleine activité. Le discours était retransmis en direct. Dans tous les ateliers, les tableaux d'affichage avaient été particulièrement soignés : des dessins, des textes, des poèmes évoquaient la vie et l'œuvre de Mao Tse-toung. Pendant toute la semaine, et ce jour-là encore, aux changements d'équipe, des réunions de travailleurs : elles associaient l'évocation des traits essentiels de l'œuvre de Mao Tse-toung, des poèmes composés à sa mémoire, à des engagements précis. L'un de ces engagements, pris plusieurs semaines auparavant par les ouvriers, c'était de maintenir le niveau record atteint par la production de fonte par jour.

Et parmi les équipes d'après-midi, qui avaient fini leur journée de travail, des délégations partaient encore en vélos ou en camionnettes pour la place Tien An Men.

Lorsque, le lendemain matin,

D'innombrables délégations de jeunes sont venues sur la place Tien An Men, au pied de la stèle des martyrs de la révolution, pour prêter serment à la ligne révolutionnaire de Mao Tsé-toung



ment de l'Assemblée Populaire Nationale, du Conseil des Affaires d'État et de la Commission militaire du Comité central devaient se réunir devant le mémorial.

Après le discours de Houa Kouo-feng, pour la première fois, elles ont pu pénétrer dans le mémorial et s'incliner devant la dépouille de Mao Tsé-toung.

Cet après-midi là, nous étions accueillis au combinat sidérurgique de Pékin. Cokeries, hauts-

nous nous sommes inclinés à notre tour, devant la dépouille de Mao Tsé-toung, par delà l'émotion, nous nous interrogeons plus profondément sur la signification de l'hommage de la population de Pékin.

Poursuivre l'œuvre de Mao Tsé-toung

Pour nous, en France, les enseignements universels de la



Des milliers de travailleurs sont passés, pendant plusieurs jours, au pied des tribunes de la place Tien An Men pour y voir les couronnes qui y ont été déposées (au fond sur notre photo).

pensée maotsetoung constituent un apport décisif au marxisme-léninisme. Ils ont joué et jouent un rôle extrêmement important pour attaquer de front le révisionnisme moderne. Ils fondent les efforts et la démarche des communistes pour construire le Parti et définir son rapport aux masses. Ils libèrent les aspirations révolutionnaires en ouvrant

rière aujourd'hui à sa lutte, demain, pour consolider son pouvoir, édifier le socialisme jusqu'à la victoire du communisme.

Mais, en Chine, Mao Tsé-toung, le plus grand marxiste-léniniste de notre temps, est inséparablement celui qui a fondé, éduqué, dirigé le Parti Communiste et guidé en personne le peuple chinois. L'héritage révolutionnaire qu'il légua à son peuple est immense. Et l'enjeu profond de cet hommage, c'était la façon dont pouvait se transcrire dans la vie aujourd'hui et dans l'avenir la fidélité aux orientations fondamentales qu'il a définies et qu'il mettait en œuvre.

Cette lutte pour continuer, sans Mao Tsé-toung, son œuvre, nous n'avons pu, bien sûr, l'approcher que partiellement au cours de notre séjour.

Mais c'était d'elle qu'il s'agissait, à travers les multiples manifestations de cet hommage populaire.

Le dimanche 11 septembre, au matin, sous un ciel éclatant, il y avait toujours beaucoup de monde place Tien An Men. De nouvelles délégations. Beaucoup de cortèges de gardes rouges ou de membres de l'organisation de jeunesse. Une fois arrivés sur la place, face au mémorial, ils se rangeaient en ordre, et, le visage soudain grave, ils écoutaient l'un des leurs et pretaient serment.

Demain :
EN ARRIVANT DANS LE HOUNAN
- La Chine des rizières
- Pays socialiste, pays du Tiers-Monde
- Aux sources de l'activité révolutionnaire de Mao Tsé-toung.